

**Suivi et renforcement
de la lutte pour la justice
dans le cas Nueva Linda au Guatemala**



*En attendant que justice soit faite...
Asociación civil Grupo Pro-Justicia Nueva Linda, siempre en la lucha.*

Rapport Narratif - avril 2011

I. Information générale concernant le contexte spécifique dans lequel le projet se déroule: contexte social, politique, économique.

Dans la région de la Côte Sud du Guatemala –dont l'activité productive est destinée principalement à l'agro-exportation (de canne à sucre, palme, banane...)– le système socio-économique oligarchique et latifundiaire hérité de la colonisation domine. La terre se concentre entre les mains d'un petit nombre de familles, qui exploitent les paysans en oubliant les standards basiques du droit du travail. De même, ce système de possession et concentration des terres ne permet en aucun cas de garantir la souveraineté alimentaire des familles, qui le plus souvent ne possèdent pas ou peu de terres cultivables.

C'est là que depuis 2003, les grands propriétaires terriens, en collaboration ou avec l'accord tacite de l'État guatémaltèque, violent les droits à la vie, à la liberté syndicale, au travail et à la justice de la *Asociación Civil Grupo Pro-Justicia Nueva Linda* (appelé « Groupe » dans le reste du document).

Le 28 décembre 2010, les vingt premières familles de l'Association Nueva Linda signaient, au Secrétariat d'Affaires Agraires (SAA), les titres de propriété de leurs nouvelles terres, soit 90 hectares, dans le département de Santa Rosa (Sud-est du pays, à 2 heures de la capitale et 7 heures de Champerico). Les 360 hectares restants, se trouvent encore "en négociation", ce en raison des difficultés rencontrées pour que les institutions financières publiques assignent, effectivement, les fonds nécessaires à l'achat des terres destinées au Groupe. La dernière variable à prendre en compte dans ce contexte est le changement du Secrétaire des Affaires Agraires, exemple des nombreux changements au sein des institutions publiques avant la tenue en septembre prochain des élections générales.

Malgré l'insistance des membres du Groupe pour que leur négociation ne fasse pas partie de l'échiquier électoral, ils vont devoir malheureusement une nouvelle fois faire preuve de patience pour que ce processus de transition se réalise. Les 222 familles de Nueva Linda devront donc affronter leur quatrième hiver au bord de la route. C'est dans ce contexte d'attente, qui dure depuis 2007 déjà, que la vie organisationnelle et communautaire du Groupe Nueva Linda se meut, les priorités de l'association sont à ce jour le processus d'acquisition des terres et la reconstruction de leurs petites habitations au bord de la route.



Arrivée du Groupe au Secrétariat des Affaires Agraires (novembre 2010)

Par ailleurs, le manque de volonté de l'ensemble de l'organisme judiciaire à l'égard des "affaires Nueva Linda" (disparition forcée de Héctor Reyes, expulsion violente et assassinats de 9 paysans le 31 août 2004, Lázaro Cruz) est toujours d'actualité. Tous les espoirs de justice reposent maintenant sur la Commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala (CICIG) qui s'intéresse timidement à ce dossier dans lequel sont impliqués l'ancien Ministre de l'Intérieur Carlos Vielman (jugé en Espagne pour des exécutions extrajudiciaires au Guatemala) et l'ancien chef de la Police Nationale Civile, Erwin Sperisen (ressortissant suisse sous mandat d'arrêt international). Les revendications de justice sont donc toujours le moteur de la lutte du Groupe Nueva Linda, et inévitablement, comme autant d'autres communautés dans le pays, la justice est aussi synonyme d'accès à la terre, à la santé, à un travail digne et à la souveraineté alimentaire, autant de luttes où le Groupe se déclare « *siempre presente* » (*toujours présent*).

II. Rapport narratif des activités mises en œuvre pendant la période couverte par le rapport.
Les indicateurs définis au début du projet doivent montrer clairement le degré d'avancement du projet en relation avec les objectifs

Rappel du cadre logique présenté.

Objectif général: Renforcer la lutte des familles du mouvement paysan pro-justicia Nueva Linda afin de contribuer à la lutte pour la justice au Guatemala.

| Objectifs spécifiques | Activités | Résultats attendus |
|---|--|---|
| Objectif 1: Élaborer un plan de développement intégral pour les familles du groupe Nueva Linda | A1- Sélection et embauche de techniciens en charge de l'élaboration et documentation du PDI. | R1- Des professionnels capables de mener à bien l'élaboration d'un projet de développement intégral de manière participative ont été choisis. |
| | A2 - 12 ateliers de formation et 24 réunions de coordination pour la définition participative du PDI. | R2- Le projet a été élaboré de manière participative et professionnelle. Une stratégie a été construite pour le développement intégral de NL pour laquelle toutes les familles de NL ont participé et donné leur avis. |
| | A3 - Réalisation des études techniques, socio-économiques, agricoles et environnementales nécessaires pour l'élaboration du PDI. | R3- Les informations et données nécessaires à l'élaboration correcte du projet ont été réunies. Le projet a été réalisé en prenant en compte les différents facteurs (sociaux, agraires, etc.) |
| | A4 - Planification et coordination d'une tournée avec des membres de Nueva Linda et recherche de fonds pour le PDI. | R4- La situation de NL s'est fait connaître au niveau international. Les personnes sont davantage sensibilisées. Des rencontres ont été faites avec des personnes ou des groupes de personnes disposés à aider économiquement le PDI. |

| | | |
|---|--|--|
| Objectif 2: Renforcement organisationnelle et plaidoyer du mouvement paysan Pro-Justicia Nueva Linda | A1- Coordonner les réunions et faire passer l'information aux membres du groupe NL. Visites de CODECA chaque semaine. | R1- CODECA a réalisé des visites hebdomadaires, ce qui a augmenté la coordination entre les 2 organisations. Les activités sont discutées et planifiées et la plus grande visibilité du groupe lui apporte une sécurité physique. |
| | A2- Formation en gestion et informatique aux dirigeants du mouvement Pro-justicia Nueva Linda, en particulier aux filles de Hector Reyes et aux femmes en général. | R2- Les conditions adéquates ont été créées pour que s'incorporent au travail de gestion et d'autogestion les plaignantes ainsi que les autres femmes du groupe dans les activités qui les renforcent dans leur capacité de femmes afin d'augmenter leur niveau de participation et d'incidence dans le groupe NL. |
| | A3- Socialisation de la lutte de NL à des organisations sociales nationales et internationales. Réunions de coordination interinstitutionnelles entre CODECA, Derechos en Acción et Nueva Linda. | R3- Le PDI a été présenté à de possibles bailleurs de fonds ou institutions solidaires. Une meilleure coordination entre les organisations impliquée a été atteinte. |
| | A4- Activité de commémoration des 5 ans de lutte: - Réalisation de 2 encarts presse et d'un bulletin d'information sur l'histoire de la lutte de Nueva Linda: "5 ans face à l'impunité" - Réaliser une concentration pacifique à Retalhuleu avec d'autres communautés. | R4- Un précédent a été créé, montrant qu'il reste de l'espoir pour la justice au Guatemala et que le mouvement paysan et indigène peut s'exprimer. La population est motivée pour dénoncer et à rechercher la justice pour d'autres cas de violations aux droits humains. |

OBJECTIF 1: ÉLABORER UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL (PDI) POUR LES FAMILLES DU GROUPE NUEVA LINDA.

Activités prévues pour la consécution de l'objectif 1

- 1- Sélection et embauche de techniciens en charge de l'élaboration et documentation du PDI.
- 2- 12 ateliers de formation et 24 réunions de coordination pour la définition participative du PDI.
- 3- Réalisation des études techniques, socio-économiques, agricoles et environnementales nécessaires pour l'élaboration du PDI.
- 4- Planification et coordination d'une tournée avec des membres de Nueva Linda et recherche de fonds pour le PDI.

Résultats pour l'objectif 1

Activités 1, 2 et 3.

Pendant le mois de septembre 2009 ont eu lieu une série d'ateliers pour que le consultant Mariano Garrido –en charge de l'élaboration du PDI et assisté par une personne de la communauté– puisse connaître et évaluer les besoins des membres de la communauté et de la communauté dans son ensemble. Les informations obtenues, à travers la réalisation de 60 entretiens (29 femmes et 31 hommes), ont permis de mettre en évidence les caractéristiques socio-démographiques de la communauté et ont défini les priorités de développement productif du Groupe. Au mois de juillet 2010, le consultant présentait une version préliminaire du PDI –afin que le Groupe et le consultant puissent réaliser les dernières modifications au projet– officiellement présenté le jour de la commémoration des six ans de lutte, le 28 Août 2010.

Les grandes lignes du PDI sont les suivantes (voir version définitive dans l'annexe I) :

- Programme d'organisation sociale pour la gestion du Groupe (formation de promoteurs, projet d'alphabétisation, développement politique des femmes)
- Programme de développement agricole local (production de maïs, mangue, banane et élevage bovin)
- Programme de développement urbain (maisons, écoles, centre de santé, centre d'apprentissage et formation, bibliothèque, salle communale)
- Programme de renforcement institutionnel (planification stratégique, régulation juridique, administration de l'association)



Présentation du Projet de Développement Intégral (28 août 2010)

Activité 4.

Dans le chapitre de l'organisation d'une tournée de sensibilisation et de levée de fonds, l'idée avancée par CODECA était de compartimenter au maximum le PDI à fin de pouvoir le présenter à des organisations de divers secteurs. Une fois le PDI finalisé, les négociations avec le SAA ont démarré, raison pour laquelle le Groupe devait rester à l'entière disposition du Secrétariat. Il est cependant indispensable pour le Groupe de pouvoir trouver un minimum de financement de l'extérieur, sachant que les trois premières années sur leurs nouvelles terres vont supposer un important investissement de départ. En raison de ces réunions régulières avec le SAA, mais également du manque de cofinancements, la tournée originellement prévue dans le projet n'a pas pu être menée à bien et les fonds qui y étaient destinés ont été réservés. L'idée d'une tournée n'est pas écartée pour autant.

OBJECTIF 2: RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL DE L'ASSOCIATION *PRO-JUSTICIA NUEVA LINDA*.

Les activités prévues pour la consécution de l'objectif 2:

1. Coordonner les réunions et faire passer l'information aux membres du groupe NL. Visites de CODECA chaque semaine.
2. Formation en gestion et informatique aux dirigeants du mouvement Pro-justicia Nueva Linda, en particulier aux filles de Hector Reyes et aux femmes en général.
3. Socialisation de la lutte de NL à des organisations sociales nationales et internationales.

Réunions de coordination interinstitutionnelles entre CODECA, Derechos en Acción et Nueva Linda.

4. Activité de commémoration des 5 ans de lutte. Réalisation de 2 encarts presse et d'un bulletin d'information sur l'histoire de la lutte de Nueva Linda: "5 ans face à l'impunité"
Réalisation d'une concentration pacifique à Retalhuleu avec d'autres communautés.

Activité 1: Coordination des réunions et visites de CODECA à la communauté.

CODECA est l'association chargée de l'exécution de ce projet et du PDI et a accompagnée le Groupe depuis 2007 dans leurs démarches avec la SAA. Cependant, à partir de septembre 2010, c'est seuls que les membres du Groupe ont affronté ce processus. Les membres du Collectif Guatemala les ont accompagnés autant que possible dans ces démarches à Guatemala Ciudad, qui sont d'une fréquence élevée (le Groupe a dû faire jusqu'à plusieurs voyages par semaine, et parfois pour un seul document). Si l'appui donné par CODECA est largement reconnu par les membres du Groupe, des différents ont surgi entre les deux organisations, ce qui a eu sans aucun doute une conséquence sur le suivi régulier des affaires du Groupe.

Activité 2: Formation en gestion et en informatique des membres dirigeants du Groupe, et en particulier des femmes.

Cours d'informatique

Entre les mois de mars et juillet 2010, 25 ateliers ont été impartis, et ce malgré les limitations de lecture et écriture des participants. Les résultats se sont vite manifestés dans les relations que maintient le Groupe avec les organisations de soutien par courriel, ainsi que dans la rédaction de lettres pour les autorités. L'intérêt pour ces cours est toujours d'actualité, pour consolider les connaissances acquises et pouvoir par ailleurs partager cette formation avec les autres membres du Groupe.

Femmes

Après les ateliers réalisés pendant la phase de recherche du PDI, trois autres réunions ont eu lieu avec les femmes, avec la participation de CODECA, afin d'intégrer leurs visions et leurs attentes spécifiques dans le cadre du PDI, que la première version ne contemplait pas. C'est dans cet espace que les femmes ont manifesté leur implication totale dans la partie productive du projet.

Activité 3: Diffusion de la lutte de Nueva Linda vers les organisations sociales nationales et internationales.

Réunions de coordination entre organisations d'appui et le Groupe NL.

Les réunions de coordination interinstitutionnelles ont lieu une fois par mois au siège de CODECA, en présence des membres du conseil d'administration (CA) de Nueva Linda, les filles de Héctor Reyes, Derechos en Acción et Collectif Guatemala. Les points soulevés lors de ces réunions sont:

- Les affaires juridiques de la disparition forcée de Héctor Reyes, des assassinats du 31 août 2004 et de l'arrestation de Lázaro Cruz. Raúl Nájera de l'organisation H.I.J.O.S était l'intermédiaire entre le CA et la CICIG.
- Les modifications du PDI et les démarches à suivre pour sa diffusion et l'obtention de financements.
- Le processus d'acquisition des terres.
- Les réunions et activités du CA.

Les réunions mensuelles se sont donc maintenues, mais leur contenu s'est progressivement "restreint" par l'apparition de ce conflit horizontal avec CODECA, déjà mentionné dans l'activité 1. De plus, l'association Derechos en Acción qui apportait un soutien significatif au Groupe a dû fermer ses bureaux au Guatemala, faute de financements, au cours de l'année 2010.

Rencontre avec le Comité Campesino del Altiplano (CCDA).

Grâce au concours du Collectif Guatemala et de l'organisation canadienne Breaking The Silence, une réunion de première approche a été organisée, en février 2011, avec le CCDA, organisation paysanne de la région du lac Atitlán, qui compte avec une longue expérience en organisation communautaire, développement rural et commerce équitable. L'objectif était de partager et échanger sur le processus d'acquisition des terres mais également sur des aspects plus techniques du projet productif. Le contact étant établi, les deux organisations sont prêtes à poursuivre ces espaces de partage d'expériences afin de contribuer au renforcement organisationnel du groupe, et en vue de la future installation de la communauté sur les terres qui lui seront attribuées.

Activité 4:

Commémoration des cinq ans du massacre d'août 2004 – 29 août 2009

Plusieurs organisations étaient présentes : CODECA (Comité de Desarrollo Campesino), Collectif Guatemala, ACOGUATE (Acompañamiento internacional en Guatemala), H.I.J.O.S (Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio), Bloque Anti-imperialista, URNG (Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca), CNOC (Coordinadora Nacional de Organizaciones

Campesinas), Estudiantina de la USAC (Universidad de San Carlos).

Après les traditionnelles paroles de bienvenue, les dirigeants du Groupe ont rappelé l'histoire de la lutte de NL. Par la suite, un dirigeant de CODECA a fait une analyse de la conjoncture régionale et nationale du moment. L'activité s'est terminée par une veillée musicale.



Mariano Calel retraçant la lutte de Nueva Linda (29 août 2009)

Commémoration pour les six ans de lutte. Présentation du PDI – 28 août 2010

L'activité qui marque les six ans de la lutte s'est tenue le 28 août 2010, au bord de la route. Le PDI fut présenté à l'ensemble de la communauté et le consultant mentionnait tout particulièrement la partie concernant les femmes, qui manifestaient à nouveau leur totale implication dans ce projet.

L'activité de commémoration commençait par une présentation de toutes les organisations de soutien présentes (CODECA, Waqib'Kej, Movimiento 20 de Octubre, Collectif Guatemala, ACOGUATE, et plusieurs organisations paysannes régionales solidaires). Le thème agraire a été mentionné à plusieurs reprises, ce qui ne fait que confirmer l'importance de ce sujet dans la conjoncture du pays. Malgré l'amplitude de la convocation faite pour cet événement, la plupart des organisations de la capitale étaient absentes, à cause des pluies et éboulements qui frappaient le pays à ce moment là.

III. Commentaires sur l'évolution du projet, mise en œuvre du projet et/ou éventuels réajustements avec justifications.

Lors du précédent rapport il était évident toute la volonté, les efforts et les soutiens qui se sont concentrés pour ce projet dans sa première année d'existence. Et si cela est encore une fois répété

ici, ce n'est que pour rappeler la complexité de la lutte de Nueva Linda qui s'insère dans un contexte dans lequel l'État guatémaltèque n'écoute guère les besoins et revendications de la société civile.

La stratégie initiale choisie pour garantir un maximum d'autonomie dans la prise de décision et la gestion s'est maintenue lors de la prolongation du projet, et elle se maintiendra jusqu'à que le Groupe acquière une réelle autonomie de fonctionnement, garantissant ainsi la libre détermination de leurs possibilités de développement.

Tout au long de ces 18 mois de projet, quelques difficultés sont apparues, et il est nécessaire de les mentionner afin de réajuster les actions à venir.

- *Difficulté à s'approprier le projet*

Le fonctionnement du Groupe en différentes "gardes" hebdomadaires au bord de la route, est un facteur déterminant dans la diffusion du projet au sein de la communauté. Certaines familles doivent faire plus de six heures de trajet pour aller faire leur garde. De l'avis des organisations de soutien, la participation du CA a toujours été une constante, cependant elle a parfois fait dépendre la prise de décisions, ce qui s'explique par la nouveauté et l'envergure du projet et le niveau d'alphabétisation des membres du Groupe.

- *La famille de Héctor Reyes*

La présence des filles de Héctor Reyes aux réunions de coordination interinstitutionnelle a fluctué tout au long de ses 18 mois. Leur engagement dans la lutte pour la justice reste intact, cependant il semblerait qu'elles passent par un moment de "désespoir" quant à l'avancement de l'affaire de la disparition. Plusieurs membres de la communauté ont manifesté leur mécontentement à ce sujet, mais le CA accepte et comprend ce problème qui survient après tant d'années de lutte infructueuse.

- *La diffusion du PDI*

La présentation du PDI a stimulé et remotivé les familles de la communauté dans leur lutte quotidienne, un futur plus positif commençait ainsi à se dessiner pour elles. Malheureusement, l'absence de CODECA dans le processus de simplification du PDI et la disparition de l'organisation Derechos en Acción ont laissé en suspens la diffusion du PDI au sein même de la communauté.

- *Difficultés pour mettre en marche les activités avec les femmes*

Ce n'est qu'à partir du mois d'août 2010 qu'il a été possible de mettre en marche les réunions-ateliers pour le renforcement du rôle de la femme dans la lutte de Nueva Linda. Ces réunions ont eu lieu sans la présence d'hommes pour pouvoir laisser un espace libre et de confiance pour que les femmes puissent échanger entre elles, sur des sujets que traditionnellement seuls les hommes abordent. C'est au cours de ces réunions que les femmes ont rappelé et revendiqué leur place dans la lutte au même

titre que les hommes. Ici encore, l'organisation du groupe en “gardes” et la dispersion géographique rend difficile la tenue et la coordination de réunions régulières. De plus, les activités qui sont traditionnellement assignées aux femmes sont également un obstacle à la mobilisation de celles-ci. Nous faisons donc face à un modèle socio-culturel qui ne peut changer d'un jour à l'autre mais cependant, la dynamique créée dans cet espace est une porte ouverte, prometteuse vers le futur.

– *Relations avec les organisations de soutien*

Nous avons mentionné auparavant le désistement partiel de CODECA quant à la gestion et au suivi du projet. Malheureusement, cela a également été le cas de Derechos en Acción, qui a dû fermer ses bureaux au Guatemala. Cette situation a placé le Collectif Guatemala comme principal partenaire du projet, alors que son rôle initial se limitait à faire le lien entre la Suisse et le Guatemala. Cependant, le Collectif Guatemala ne dispose que d'une personne à temps complet sur le terrain -déjà engagée sur d'autres projets- et n'a ainsi pas pu apporter tout le suivi nécessaire du projet. Dernièrement, les réunions avec CODECA ont repris un rythme plus régulier et nous espérons que cela va perdurer.

– *Ajustements au budget initial*

Comme pour tout projet en sa première année d'existence, il a été nécessaire de réajuster le budget par rapport à la projection initiale, afin de l'adapter aux besoins réels du Groupe. (Voir commentaires du rapport financier).

IV. Conclusions

Les difficultés rencontrées au niveau logistique et comptable peuvent s'expliquer par la nouveauté que constitue pour le Groupe la gestion d'un tel projet. Toutes les personnes et les organisations concernées se trouvent dans un processus dynamique d'échange et maintiennent leur lutte malgré l'immobilisme dont font preuve les institutions guatémaltèques.

Le groupe dans son ensemble est motivé et décidé à poursuivre les activités contemplées dans le projet, et à les mener à bien tout en suivant les principes qui ont toujours été les siens : concours de tous et toutes, mécanismes participatifs et courage pour continuer la lutte de Nueva Linda.

Les six prochains mois risquent d'être déterminants pour le Groupe Nueva Linda, il leur faut mettre en place une stricte discipline budgétaire pour faire face à la fin de ce processus de négociation des terres et pouvoir passer l'hiver au bord de la route dans les meilleures conditions. (Voir annexe II - réaffectation des fonds).



« *Ranchos* » au bord de la route (mars 2011)

**Movimiento Campesino Pro-Justicia Nueva Linda
Guatemala, Centroamérica**

**INFORME FINAL DE LA CONSULTORÍA
“ELABORACIÓN DE UN PLAN INTEGRAL
PARA EL DESARROLLO DE LAS
FAMILIAS DE NUEVA LINDA”
Agosto de 2010**

Mariano Garrido/Consultor

Diagnóstico:

Como parte del Diagnóstico a realizar con las y los compañeros de Nueva Linda fueron aplicadas 100 encuestas en el kilómetro 207 de la carretera de Retalhuleu a Champerico, donde está ubicado desde hace cuatro años el plantón campesino en demanda de tierra, atención social y justicia.

La actividad se desarrolló de manera ordenada y paciente, con plena disposición, interés y participación de la población alcanzada.

Las encuestas –consistentes en 29 preguntas- no eran un fin en sí mismo sino que tenían el objetivo fundamental de permitirnos intercambiar a partir y en torno a la aplicación de entrevistas semidirigidas (o semiabiertas, no cerradas) a fin de poder sostener intercambios personalizados con ellos y ellas, con vistas a generar una aproximación a su situación económica, social y cultural.

Se realizaron entrevistas directas a personas claves de la comunidad, líderes que conocen la situación histórica y política del movimiento, así como a personas claves de la dirigencia.

Se sostuvo igualmente reuniones con la Junta Directiva de la Asociación Movimiento Campesino Pro-Justicia Nueva Linda.

El presente informe describe el proceso desarrollado así como los hallazgos de dicho proceso de estudio específico, en el marco del Diagnóstico a realizar.

Metodología

La encuesta fue diseñada no tanto para procesar estadísticamente resultados sino para facilitar, por muestreo, un acercamiento que nos permitiese formular observaciones sobre todo de carácter cualitativo desde el nivel de base de su situación, disposición y expectativas; las cuales fueron asimismo fortalecidas con un momento adicional de escucha e intercambio con sus representantes.

El plantón de Nueva Linda es un posicionamiento de dos hileras de ‘champas’ de techo de palma –a ambos lados de la orilla de la carretera-, en las estrechas franjas entre el pavimento y las alambradas tras las cuales se extienden a ambos lados los dilatados pastizales

privados. Más que hogares temporales de un número aparentemente reducido de pacientes y determinadas personas que protestan, constituye un símbolo y puesto en el cual un número importante de unidades domésticas pobres de numerosas aldeas en torno asumen desde el tiempo referido la tarea social de rotarse en una permanencia a razón de una semana al mes, a fin de sostener el plantón, perseverar y lograr triunfos para su lucha. Más allá del plantón sin gran dificultad subyace una capacidad de movilización de varios miles de personas, quienes simpatizan y se adhieren a la lucha de su núcleo de familias de lucha nodal. Su grado de legitimidad y apoyo regional es fácil percibirlo en las permanentes muestras de apoyo que pueden percibirse en el tránsito de muy diverso tipo de transeúntes regionales por la carretera.

El sitio del plantón cuenta con un pozo, con agua hallada a 12 varas de profundidad que les abastece y no hay ningún otro elemento (servicio comercial, por ejemplo) ahí salvo sus improvisadas y humildes viviendas que carecen de paredes. Su integración social y económica es, nuevamente, con las aldeas de donde provienen.

La muestra (de sesenta encuestas, aplicadas a 29 mujeres y 31 hombres) fue establecida sobre la población que cubría su estancia en el plantón regular rotativo.

Observaciones y hallazgos

En general se trata de personas muy pobres pero no degradadas moralmente, poseen dignidad y determinación desde su humildad.

Contrario a lo que pudiera esperarse, entre las mujeres es en donde encontramos mayores niveles de educación (algunos grados básicos incluso: 6 mujeres en total, de la muestra, pudieron alcanzar este nivel de formación). 10 de las mujeres entrevistadas no saben leer ni escribir. En tanto que, en el caso de los hombres, solamente uno de ellos estudió algún grado de educación básica mientras que 14 no saben leer ni escribir (algunos pocos de ellos, unos 3, leen un poco pero no pueden escribir). El analfabetismo observado no se restringe solamente a las viejas generaciones (personas de 50 o 60 años) terriblemente puede vérselo repartido también en hombres de 20,30 ,y 40 años. En suma, 24 personas de las 60 entrevistadas (cuatro de cada diez personas en la muestra) no saben leer ni escribir, y **uno de los hallazgos más**

patentes y claros de este estudio es su vivo y manifiesto deseo de poder leer y escribir.

A pesar de que este nivel superior de educación que se puede observar en las mujeres que pudieron alcanzar la educación básica, casi todas ellas se dedican actualmente a los oficios domésticos y a cuidar a sus hijos e hijas. Lamentablemente cuando preguntamos acerca de interés por proyectos, las mujeres tienden a responder que quizás querrían aprender labores usual y culturalmente asociadas a lo que correspondería a la mujer (costura, adornos, etc., con un sentido de mejoramiento de sus hogares o quizás algún posible beneficio en ese renglón). **Creemos que es importante tomar esto en consideración y procurar el desarrollo de proyectos específicos también de otro tipo que aproveche o desarrolle su educación y sus plenas capacidades en sus derechos políticos, sociales y económicos, como parte de su integración al modelo de desarrollo comunitario.**

El sistema educativo nacional cubre sólo una parte de los requerimientos educativos de la población. Puede observarse a partir de las encuestas y entrevistas ampliadas durante su aplicación que todas las posibilidades de educación secundarias, como es conocido de la realidad educativa de Guatemala, son privadas e implican un costo en promedio a las unidades domésticas de unos Q 50.00 mensuales. Esto significa que socialmente pueden apenas aspirar a la educación primaria, y con grandes esfuerzos ir más allá, pero **aún en tales casos no existe posibilidad de aprovechar, desarrollar o profundizar esta formación.** Además de la exigibilidad del derecho a la educación secundaria universal, **esto plantea la necesidad de atender de manera específica las necesidades de formación y educación de este segmento social.**

Significa asimismo que existe una infraestructura educativa que podría ser utilizada (no obstante que la escuela primaria por su carácter pública es la que principalmente correspondería pensarse en términos sociales generales) para atender y desarrollar estos requerimientos. En tanto que estas decisiones gubernamentales no se traduzcan y amplíen como programas específicos, una limitante que tienen las y los miembros de Nueva Linda es la cantidad de trabajo que deben diariamente desempeñar para poder sobrevivir y suele ser mediante horarios extenuantes de 6:00 a.m. a 16:00 hrs. Por ello, la organización social es

un espacio que permitiría efectivamente, en el marco de un sacrificio sostenido que han venido realizando, un espacio semanal al mes en que podrían recibir formación y capacitación pertinente y de su interés. Incluso constituirse en promotores educativos, organizativos y técnicos como multiplicadores funcionales socialmente.

Laboralmente, prácticamente todas las mujeres están ocupadas en labores domésticas en sus propias casas. Y casi todos los hombres refieren el ser 'agricultores', en realidad son jornaleros (trabajando en la agricultura de las tantas fincas) por salarios que llegan, y no raras veces, a oscilar entre los Q 35.00 o Q 40.00 por jornal (no se respeta el salario mínimo). La mayoría de los hombres con alguna actividad laboral nos reporta un ingreso mensual que oscila entre los Q 400.00 al mes.

Sólo un entrevistado reportó sembrar una manzana de tierra rentada y algunos pocos el que el trabajo en las fincas implique labores no estrictamente agrícolas (como las 'rondas'). El identificarse como agricultores refleja un sueño por la tierra profundo. Ello se refleja asimismo en el interés de capacitaciones siempre en este terreno, y sobre todo frecuentemente en torno al maíz (su alimentación, que es su meta fundamental).

Puede observarse que se trata de personas que tienen no una sino tres y más generaciones de ser jornaleros de fincas, que han estado sometidos a grandes poderes económicos y denegación de derechos casi de todo tipo. Muchos abuelos y abuelas que están tratando de conseguir un pedazo de tierra para sus nietos y nietas y pequeñas.

Si la evaluación fuese a criterio del encuestador, podría señalarse que la gran mayoría no es indígena. Sin embargo, no es población que se identifique como 'ladina' salvo que ese sea el criterio de encuestador y lo aplique inconsultamente y así lo reproduzca -como pudimos prestar atención, observando a encuestadores locales-. Con un poco de detenimiento y entrevista, sin embargo, puede oírseles calificarse de 'indígenas' con mucho orgullo, aún cuando prácticamente nadie hable un idioma maya o casi nadie use algún elemento distintivo de esta cultura (de hecho, físicamente tampoco suelen compartir los rasgos fenotípicos indígenas). El conocimiento de un idioma maya, cuando ocurre, es en alrededor de una de cada seis personas quizás, y se nos manifiesta que tuvo lugar hacia la tercera generación ascendente (sus abuelos, en personas de cuarenta o cincuenta años, un poco más K'iche' pero también Mam). Sin embargo, no pocos entienden el ser indígena

como un aspecto de identidad nacional (*'somos guatemaltecos, tenemos sangre indígena'*, dicen). Más que cultural es una cuestión acá de tipo identitario nacional, no elaborado ni estandarizado como discurso sino generado espontáneamente, entre otros, a partir del carácter extranjero de varios propietarios de grandes fincas en la región. No niegan por ello una dimensión que abrazan, agregando algunos: *somos 'costeños', somos 'cruzados'*. Es, pues, una identidad nacional y de clase abierta a diferencias.

En términos de salud, lo más común son enfermedades gastrointestinales y respiratorias así como producidos por vectores. La gente suele ir a Centros de Salud o con médicos conocidos que califican de solidarios, dada su situación económica. Pero cuando las enfermedades son crónicas su vulnerabilidad es extrema, no contando con otra alternativa llegado el momento que frecuentar el Hospital Público de Retalhuleu.

Sin embargo, antes de dicho último momento extremo e imperativo, la gente convive con claras limitaciones con dolencias varias de carácter crónico. Se detectó a tres personas con una sordera marcada, que es elevado (1 de cada 20), y se nos refirió por problemas de insectos en las algodonerías; la seguridad laboral ha dejado y sigue dejando lesiones crónicas con las que el trabajador ha de lidiar en su pobreza. Asimismo, podríamos ejemplificar problemas en la vista, odontológicos, renales crónicos cuya atención es sumamente pesada y difícil para ellos y ellas. En términos de partos, hay como es usual en Guatemala, un amplio recurso de las parteras tradicionales, se percibe poco empleo lamentablemente de la herbolaria tradicional como aspecto preventivo y alternativo en la atención sanitaria. De ello se deriva, entre otras, la cuestión de determinadas acciones específicas en el orden de la salud (oído, vista, cardiología, acceso y saneamiento de agua, medicina herbolaria tradicional principalmente).

Análisis de la información

En términos socioeconómicos, solo el 40% de las personas entrevistadas tienen una familia integrada, el 27% están unidos y el 13% están casados. Del 60% restante, precisamos de analizar varias categorías para identificar con mayor claridad su estado civil, siendo que un 28% son solteros(as) el 15% son (viudos-as), se reporta un 12% de madres solteras, un 3% de padres solteros y un 2% que optaron por la separación.

Estos datos nos indican que 60 familias de cada cien, no están completamente articuladas al seno del hogar, o falta el padre o falta la madre, por lo que en muchos casos son los abuelos-as quienes se hacen cargo del cuidado de los nietos-as, al no poder trabajar en las extenuantes tareas que les requieren en los jornales.

Las personas de la tercera edad, al no contar con ningún tipo de patrimonio ni con ingresos económicos, estuvieran en situaciones más precarias si no cuentan con el apoyo de sus familiares y descendientes.

Se constató que ante la crisis económica y la desesperación por la obtención de los recursos que les permitan atender sus mínimas pero elementales demandas en salud, educación, alimentación y vestuario hay personas entre hombres y mujeres, padres o madres, que a lo largo del movimiento, decidieron migrar de su hogar hacia otros países, especialmente los Estados Unidos de América con la esperanza de obtener algún trabajo remunerado que les permita apoyar a sus familiares.

Para efectos de análisis, se realizó el estudio sobre las edades de las personas de la comunidad, organizando la información en tres rangos: 1) de 18 a 35 años, con el 52%, 2) de 36 a 50, con 23% y de 51 años en adelante con un 25%, por lo que se deduce que dos terceras partes de la población es joven y en condiciones de trabajar. El promedio de edad es de 38.8 años.

En esta muestra no se incluyó la edad de niños-as menores de 18 años, quienes a corto plazo estarán variando los porcentajes registrados actualmente.

En el estudio, tratamos de precisar con mayor certeza la forma de sobrevivencia de los habitantes de la Comunidad de “Nueva Linda” y aun conscientes de antemano, sobre la forma precaria de sobrevivencia, nos encontramos con resultados alarmantes, más allá de nuestra imaginación: El 3% de mujeres que reciben ingresos cuantifican sumando el total entre todas un aproximado de Q. 800.00 al mes, los hombres con ingresos se cuantifican en un 42%, reportando aproximadamente un ingreso de Q.10,700.00 al mes, igualmente sumando la totalidad de ingresos, por lo que a la comunidad ingresan alrededor de Q. 11,500.00 para cubrir sus demandas.

Desmenuzando aun más la anterior información, se concluye en que del 45% de personas que tienen algún ingreso económico laboral, su promedio mensual es de Q. 426.00 y si incluimos el restante 55% se clasifican en dos grupos: a) quienes perciben ingresos ocasionales, el 42% son mujeres y, b) el restante 13% lo representan hombres que por su edad y otros factores de salud ya no pueden trabajar.

Si el ingreso total recibido al mes lo distribuimos no solo entre quienes lo perciben, sino en el 100% de las familias, los resultados se hacen aún más dramáticos, dado que el ingreso alcanzaría apenas a Q. 192.00 por mes, con el que tienen que cubrir salud, alimentación, educación, movilización, vestuario e imprevistos.

Esta realidad concuerda con los resultados de la investigación, dado el alto índice de analfabetismo, las enormes dificultades para atender problemas de salud, que pueden ser sencillos, por ejemplo una gripa, que por falta de atención adecuada puede traducirse en problemas respiratorios neumonológicos que suelen ser graves.

Desafíos y potencialidades

Entre los hallazgos interesantes y positivos esta la dignidad, solidaridad y persistente lucha que mantiene la comunidad, quienes cuentan con una organización sólida y fortalecida, la cual ya alcanzó su personería jurídica a través de la inscripción de su asociación, se articulan a través de una Junta Directiva y se basan en su experiencia grupal para proponer, actuar y resolver conflictos.

El principal desafío, nada fácil pero tampoco imposible para sus líderes, es flanquear el problema estructural del país que aqueja a más del 80% de la población, como lo es el acceso a la tierra, por lo que se han dado a la tarea de investigar posibilidades que luego puedan plantear y/o demandar ante el gobierno, uno de los tres poderes del Estado obligado por la Constitución Política del País en la atención y solución a dicha demanda, por estar comprometido a garantizar el bienestar y la dignidad de sus habitantes.

Como se indicó anteriormente, no se detectó la presencia de promotores(as) en ninguna especialidad dado el nivel de analfabetismo y falta de escolaridad, pero se recogió la inquietud e iniciativa de parte de los comunitarios por aprender, toda vez se les dé la oportunidad, manifestando mucho interés por cursos de computación, costura,

técnicos agrícolas, manualidades típicas, ebanistería, todos vinculados al fortalecimiento comunitario y organizativo.

Se valora la alta disposición e impaciencia por aprender a leer y escribir, así como el capacitarse técnicamente en diversos oficios, con mayor vehemencia en el caso de las mujeres quienes están motivadas ante la posibilidad de poder sostener el hogar y contribuir no solo a generar ingresos económicos, sino también trabajar como lideresas en su organización.

El mayor reto que se le plantea a la comunidad, se visualizó en la demanda de: a) **capacitación** técnica y administrativa, (formación) b) la adquisición de tierras para la **producción**, (integración laboral) y, c) el contar con sistemas de **comercialización**, (inserción económica) que les permita dar un salto cualitativo y cuantitativo, que se proyecta como un ciclo de corto, mediano y largo plazo, en cuanto a la formulación, gestión, implementación y evaluación de proyectos.

En conclusión podemos decir, que la comunidad tiene buenas posibilidades de diseñar y alcanzar objetivos por el nivel de organización, que cuenta con estructura y mecanismos claros de consulta y toma de decisiones alcanzados a través de su Asociación, por lo que se percibe un enorme potencial a mediano plazo para canalizar, ejecutar y dirigir los planes y proyectos, que actualmente los ejecutan con el acompañamiento técnico de instituciones solidarias, pero que paulatina y gradualmente podrán desarrollar sus propias actividades como asociación en la medida que fortalezcan sus capacidades técnico-administrativas.

El transitar a un nivel superior en lo técnico y económico de esta organización, requiere de la comprensión e involucramiento de instancias, organizaciones e instituciones, nacionales e internacionales. El ejemplo de dignidad y resistencia por defender y conservar los más elementales derechos humanos, del Movimiento Campesino Pro-Justicia Nueva Linda es un ejemplo que debe motivarnos a todas y todos.

Diseño del Proyecto de Desarrollo Integral:

Para la elaboración del Plan de Desarrollo integral de “Nueva Linda” se consideraron varios factores, tomando en cuenta que la propuesta persigue dotar de instrumentos a un grupo poblacional carente de recursos físicos, materiales y económicos, que a lo largo de la historia ha sido marginado y excluido, pero que a través de su lucha y convicción han alcanzado un nivel de estructura formal y legal, permitiéndoles tener la posibilidad de negociar frente a las estructuras del gobierno guatemalteco la adquisición de una finca que les permita su inserción económica y social.

La propuesta trata de abarcar las diferentes demandas y necesidades prioritarias de los comunitarios, por lo que su diseño se plantea en cinco programas integrales para su implementación, a) programa de formación y organización social, b) programa de desarrollo político de la mujer, c) programa de desarrollo agrícola, d) programa de asentamiento urbano-rural, y e) programa de fortalecimiento institucional, que pretenden ordenar la ruta de seguimiento.

La formulación del diseño del proyecto de desarrollo integral, se basa en los criterios emanados por los comunitarios, quienes coinciden en que requieren de actividades integradoras en su quehacer, pero delimitando con especial atención su área habitacional, en la que buscan la privacidad familiar, y la de desarrollo agrícola, en la que conciben el trabajo colectivo como forma organizativa que les permita transitar a su inserción socioeconómica.

Se tiene conciencia en la comunidad que el desafío que se presenta en todo nivel, para dar un salto cualitativo y cuantitativo, requiere de mucho sacrificio, entrega y disposición, y que el transitar por este proceso es ineludible si se quiere alcanzar el objetivo en cuanto a trabajar por su propio desarrollo y crecimiento, así como de las comunidades circunvecinas y del municipio en general.

El impulso de la atención específica de las mujeres, es una necesidad pero también una demanda en cuanto a participación y desarrollo se refiere. La equidad de género no se visualiza como la separación independiente de todos los roles y actividades inherentes al desarrollo, que en toda sociedad democrática debiese ser indivisibles y equitativas. En todo caso el propósito es potenciar las cualidades, fortalezas y capacidades de las comunitarias, dotarlas de herramientas que les permita ejercer su creatividad y derechos y aportar activamente, no solo en lo interno de la comunidad, sino a la sociedad guatemalteca en general, partiendo de su propia realización individual.

El promover la participación comunitaria en los debates de su interés, es fundamental, pero igualmente importante es la formación y capacitación

técnica y administrativa, que les permita la implementación de planes y proyectos en lo específico para satisfacer sus necesidades básicas, sin desvincularse de la realidad micro de su entorno, al igual que de los procesos macro que se desencadenen en el país.

Flujograma de actividades a corto, mediano y largo plazo

La capacitación y formación, se establece como una actividad permanente de implementación a corto plazo, que se puede implementar paralelamente a la negociación y adquisición de la finca, tomando en cuenta los ejes temáticos estratégicos, que en su primera fase se orienta a la inducción que fortalezca y garantice el conocimiento de la comunidad en temas fundamentales como la organización, formación e incidencia local, gestión social y fortalecimiento institucional.

La capacitación y acompañamiento en la producción se visualiza en una segunda etapa de corto, mediano y largo plazo, según sea el caso de cada actividad productiva, buscando incentivar el fortalecimiento en la actividad agrícola, que les permita la generación de ingresos económicos de subsistencia inicialmente para cubrir necesidades básicas.

La implementación y consolidación del proyecto se considera en una tercera fase a largo plazo, en la cual se tiene que garantizar fundamentalmente la seguridad alimentaria de la comunidad, garantizando formas de producción individual y colectiva para su comercialización, que les permita solventar los compromisos adquiridos en la adquisición de la tierra, en plazos, montos y tiempos.

Todo el proceso de negociación y compra de tierras, requiere por consiguiente de una asesoría permanente a efecto de proteger los derechos de los comunitarios, dado que hay mecanismos, leyes y regulaciones en las instancias oficiales que requieren de atención.

PLAN DE DESARROLLO INTEGRAL DE NUEVA LINDA.

PROGRAMA DE ORGANIZACIÓN SOCIAL PARA LA GESTIÓN.

Sin organización social no hay beneficio. Con una adecuada organización de un grupo campesino o de comunidad agraria se garantiza movilizar la participación comunitaria en la búsqueda de servicios y beneficios de naturaleza social; con el fortalecimiento de una organización transparente y democrática, se asegura la unidad de la membrecía

asociada. La unidad y la organización conducen a lograr resultados de gestiones exitosas.

NOMBRE DEL PROYECTO

Proyecto de Capacitación y formación de promotores en Gestión Social.

MISIÓN.

Fortalecer la formación de líderes y promotores sociales (hombres y mujeres) de la asociación, organizaciones sectoriales y comunidades circunvecinas por medio de talleres, cursos y diplomados.

REQUERIMIENTOS:

Perfil de ingreso de los participantes

Para cumplir satisfactoriamente con los objetivos del programa, es necesario que los comunitarios cumplan con los siguientes requerimientos.

De los comunitarios:

Contar con el aval de la comunidad o grupos organizados de interés.
Participar en cursos de alfabetización y/o fortalecimiento de las capacidades de lecto escritura comprensiva (en dado caso se requiera)

Ser campesino, hombre o mujer y pertenecer a la asociación, a grupos de desarrollo comunitario o cooperativistas.

Tener dentro de su historial de vida la experiencia de participación en grupos organizados.

Conocimiento de la realidad de su comunidad y áreas circunvecinas.

Tener iniciativa en el trabajo en grupo.

Mantener los principios de tolerancia y respeto hacia las opiniones y estilo de trabajo de las personas participantes, tanto en lo cultural como en lo político.

Disponibilidad de completar los ciclos de capacitación.

De las y los dirigentes organizativos, autoridades locales, promotores(as).

Disponibilidad de horario según planificación.

Mantener los principios de tolerancia hacia los demás.
Conocimiento de la realidad de su comunidad y organización.
Capacidad de trabajo en grupo.
Ser creativo en la resolución de conflictos y problemas comunitarios y de organización.

OBJETIVOS

OBJETIVO GENERAL

Potenciar un movimiento social de gestión y participación del municipio, con la formación de líderes y lideresas comunitarios, que promuevan la gestión y el desarrollo local, municipal y regional.

OBJETIVOS ESPECÍFICOS

Fortalecer el conocimiento y práctica de líderes y lideresas y promotores(as) en campos de acción específicos de la gestión social en un Estado democrático.

Mejorar condiciones de vida de la zona de proyección, mediante el manejo y la aplicación por parte de la población, de nuevos conocimientos relacionados con los servicios y bienes básicos.

Potenciar las capacidades técnicas de promotores (as) de desarrollo en aspectos productivos comerciales.

RESULTADOS

Ciudadanas y ciudadanos con conocimiento de gestión y administración pública.

Líderes y lideresas con capacidad de interacción con el Estado e instancias de la sociedad civil.

Jóvenes líderes (hombres y mujeres) comunitarios involucrados en las actividades organizativas, administrativas y políticas de la región.

Las comunidades del municipio contarán con personas capacitadas en la organización para la gestión social.

Capacidad de incidencia en las políticas del gobierno local.

MODELO DE INTERVENCIÓN:

Elaboración del sistema curricular del Centro de Capacitación, así como de la planificación de programas de trabajo.

Apertura de espacios de relación con las autoridades municipales e instituciones públicas, para el fortalecimiento de las capacidades de los que ejercen la administración política.

Revisión y actualización permanente de la metodología y cursos de estudio.

Adaptar el calendario, horario y sistemas de capacitación a los horarios de mayor disponibilidad de los comunitarios, particularmente de las mujeres.

Tomando en consideración que dentro de las comunidades del municipio, se encuentran asentadas diferentes expresiones culturales, que cuentan con su propio idioma materno, la capacitación y formación se estará brindando en idioma español, respetando las costumbres de cada una de las comunidades y los grupos étnicos prevalecientes.

DESCRIPCIÓN DEL PROYECTO

El proceso comprende el desarrollo de un programa educativo que incluye alfabetización, formación básica sobre organización y gestión social, así como cursos sobre poder local y democracia.

Perfiles de egreso:

Perfil comunitario:

Mantienen una mejor coordinación entre los diferentes comités y grupos organizados de cada una de las comunidades.

Sostienen una mejor relación comunitaria.

Promueven una cultura de respeto y tolerancia hacia las diferencias de credo, religión y pensamiento político.

Practican valores y principios de cultura de paz.

Valora el trabajo comunitario en todas las manifestaciones y necesidades.

Conocen, aplican y desarrollan métodos y técnicas de investigación de la cultura democrática.

Aplican los valores de cultura cívica-democrática en las relaciones comunitarias.

Aplican los conocimientos adquiridos en el mejoramiento de la calidad de vida de las comunidades.

Adquiere capacidades de cabildeo e incidencia política.
Conocen y analizan la realidad de la comunidad y someten a consulta propuestas de beneficio colectivo.
Adquieren el compromiso de compartir conocimientos técnicos con sus comunidades.

NOMBRE DEL PROYECTO:

Consolidación de los Consejos de Desarrollo para la participación Democrática.

OBJETIVOS DEL PROYECTO:

OBJETIVO GENERAL:

Fortalecer la organización y la participación de la Asociación en el desarrollo local y su articulación a las redes de participación social y económica existentes en el municipio.

OBJETIVOS ESPECÍFICOS:

Formar y capacitar a líderes de las comunidades en el conocimiento, aplicación y defensa de las leyes de Consejos Comunitarios de Desarrollo, Ley de Descentralización, Código Municipal.

Fortalecer las bases de la organización comunitaria, para una mayor participación en la toma de decisiones desde lo local, municipal y regional.

ACTIVIDADES DEL PROYECTO:

Elaboración en formato y diseño popular, de un manual práctico con el contenido de las tres leyes más importantes a utilizar por las personas a capacitarse en el ejercicio y fortalecimiento del poder local, a través de la participación directa de sus líderes y lideresas en la toma de decisiones.

Las leyes en mención son: Ley de Consejos de Desarrollo, Código Municipal y ley de descentralización. La elaboración del Manual se hará con mediación pedagógica y diseño gráfico para su contenido sea de

asimilación popular, para formar líderes aun con un bajo nivel de escolaridad, pero que por su experiencia propia tienden a afrontar y resolver problemas desde lo cotidiano a lo estructural, con el fin de que se apropien de los procedimientos legales y participativos que les son inherentes para el libre ejercicio de sus funciones y poder cumplir con mayor certeza la representación comunitaria en los diferentes foros de decisión política acorde a su mandato.

Ley de Consejos de Desarrollo:

Se abordarán los contenidos y funciones sobre la ley de los concejos de desarrollo en sus cinco niveles, a) Consejos Comunitarios de Desarrollo, COCODE, b) Consejo Municipal de Desarrollo, COMUDE, c) Consejo de Desarrollo Departamental, CODEDE, d) Consejo de Desarrollo Regional, CODERE, y e) Consejo Nacional de Desarrollo, CONADE.

Al conocer sobre la naturaleza, principios, objetivos, derechos y limitaciones de los concejos de desarrollo, se pretende hacer un ejercicio más profundo sobre los mecanismos de dicha participación, dado que en la actualidad dicha representatividad se limita más a ser gestores que dirigentes comunitarios, observando que una de las grandes limitaciones es precisamente el desconocimiento del contenido, normas y derechos, por lo que se reduce por un lado, el nivel de aportes en un ejercicio democrático dialogado y propositivo, y por el otro, canalizar adecuadamente las necesidades y prioridades de los proyectos comunitarios, que en la práctica se ejecutan según el criterio de la municipal y no de la población.

Código Municipal:

Es el principal instrumento jurídico que rige el comportamiento del gobierno local, necesario para una mayor participación ciudadana. La capacitación está orientada al conocimiento y administración del Código toda vez que reúne aspectos importantes para su abordaje. Se abordará el temario sobre entidades locales, territorialidad, componentes del municipio, del consejo y gobierno municipal, asociación de municipalidades, derechos y obligaciones, derechos y obligaciones de los vecinos, formas de organización, comunidades de los pueblos indígenas, división territorial, resolución de conflictos, gobierno y administración del municipio, conformación de mancomunidades, formación y participación ciudadana, conformación de oficinas técnicas

municipales, procedencia de las finanzas municipales y asignación constitucional de recursos económicos municipales.

Ley de Descentralización:

Es una ley específica para atender la descentralización y desconcentración de recursos y decisiones desde el gobierno central hacia el ejercicio de administración de gobiernos locales. Por ser vinculante al tema de participación ciudadana, se estará abordando el concepto de descentralización y desconcentración, principios y valores de la política nacional de descentralización, objetivos de la política nacional de descentralización, instituciones de gobierno encargadas por especialidades de atender la descentralización en los municipios, participación ciudadana y organizaciones sociales, integración de municipalidades organizadas al proceso de descentralización, concepto de -competencia- y sus ramificaciones, consolidación de instancias descentralizadas, formulación y planificación en atención a servicios comunitarios y municipales.

Importante es recuperar la generación de confianzas entre vecinos y autoridades comunitarias, para una efectiva coordinación entre las comunidades, municipalidades e instancias de gobierno, autorizadas y delegadas para la atención y respuesta a las demandas locales enfocadas a la prestación de servicios como: Fondos Sociales, educación, salud, asistencia social, seguridad ciudadana, ambiente y recursos naturales, agricultura, comunicaciones, infraestructura y vivienda.

La capacitación fortalecerá las relaciones de coordinación con autoridades municipales, alcaldías, concejos municipales, síndicos y concejales, para promover un estilo de trabajo que corresponda al diálogo y discusión de ideas entre autoridades y comunitarios, para el libre ejercicio de sus funciones de manera franca y democrática en la atención a la problemática comunal y sus posibles vías de desarrollo sustentable y sostenible.

Metodología:

Tomando en cuenta la diversidad de actores que intervendrán en el proyecto, la metodología será participativa acompañada de técnicas de educación popular para facilitar el aprendizaje de los líderes y líderes,

así como de jóvenes potencialmente dirigentes, que se formarán para asumir la conducción de diversas actividades en sus comunidades.

Se realizarán cursos de capacitación técnica presenciales, reuniones de trabajo, talleres, foros y asesorías específicas, proyectadas para un año de duración en su primera fase.

Análisis, formulación y elaboración de guía de capacitación.

Se elaborará un manual práctico con mediación pedagógica, en versión popular con el contenido de las leyes de desarrollo comunitario, con revisión, diseño gráfico, diagramación, edición y reproducción de 1,000 ejemplares, para abordar la ley de concejos comunitarios de desarrollo urbano y rural, decreto número 11-2002, código municipal, decreto número 12-2002 y ley de descentralización, decreto número 14-2002.

Para garantizar mejores resultados, la capacitación está planificada a realizarse en tres módulos, para ser desarrollados trimestralmente en el transcurso de un año.

Proyecto de alfabetización.

Uno de los aspectos más importantes y a considerar como prioritario en el desarrollo de la comunidad Nueva Linda, es la alfabetización, sin la cual el proceso de capacitación e implementación de actividades que beneficien a los comunitarios, se verán reducidas y dificultosas.

En Guatemala ya se puso en marcha el método cubano de alfabetización acelerada "Yo si Puedo", a través del cual se han alfabetizado a más de 10,000 personas certificadas de su aprendizaje, siendo San Cristóbal Acasaguastlán, del departamento del Progreso, el primer municipio a nivel nacional, el primero en ser declarado libre de analfabetismo.

Los comunitarios de Nueva Linda, han manifestado su interés por pertenecer a este plan pedagógico, con el firme propósito de aprender a leer y escribir para el mejor desarrollo de sus actividades.

El programa "Yo sí puedo", es un método de educación cubano desarrollado por Leonela Relys y se utiliza en diferentes partes del mundo, pues ha mostrado gran efectividad. Utilizando esta estrategia, entre 2002 y 2009 se han instruido a cerca de tres millones y medio de personas.

La enseñanza utilizada por los facilitadores inicia en los números, ya que estos son mayormente conocidos por las personas, luego se estudian las letras. Todo lo enseñado tiene estrecha relación con la experiencia de las personas, esto con el fin de facilitarles el aprendizaje.

Se utilizan también los métodos audiovisuales y se cuenta con un facilitador quien, además, debe fungir como un vínculo entre la clase audiovisual y el participante, controlar el proceso de aprendizaje y apoyar moralmente al educando, pues no se busca únicamente que una persona aprenda a leer y escribir, sino levantar su autoestima con la seguridad de que alguien se preocupó por enseñarle.

Este método cubano se desarrolla en tres etapas: la de adiestramiento, la de enseñanza de lecto- escritura y la de consolidación, los que pueden explicarse como escuchar y ver (oído y ojo), escuchar y leer (oído y libro) y escuchar y escribir (oído y lápiz).

Para desarrollarlo existe material especial, tanto para docente como para alumno; el maestro debe utilizar una cartilla, un manual y 17 videos donde se proyectan las 65 clases que deben ser impartidas durante los dos meses de trabajo, aunque el tiempo en que durará la enseñanza no es necesariamente este. Debido a la flexibilidad del taller, el aprendizaje puede extenderse de entre tres meses hasta siete semanas.

De las 65 clases que completan el curso "Yo sí puedo", 10 están destinadas a la etapa de adiestramiento, 42 a la de lectura y escritura y 13 a la de consolidación.

El éxito o fracaso de esta forma de educar depende del conocimiento que se tenga sobre los estudiantes, es por ello que se considera fundamental identificar a cada uno de los educandos, sus necesidades, idiosincrasia y el nivel de conocimiento que este posee, pues no todas las personas son analfabetas por completo.

Para conocer a los participantes, se realiza una clasificación de los estudiantes, determinando de esta forma quiénes son iletrados puros (que nunca han ido a la escuela), semiletrados (quienes han ido a la escuela o saben escribir alguna palabra) y los iletrados especiales (personas con necesidades educativas especiales debido a sus limitaciones físicas).

Lo novedoso e importante de éste método, radica también en la inclusión que se hace de las personas con interés por aprender, por lo que el programa se desarrolla en sistema Braille, además existe uno especial para sordos y para quienes sufren problemas mentales leves.

Para efecto de la comunidad, se pretende alfabetizar a 150 personas entre adultos, hombres y mujeres, así como a jóvenes. La meta también consiste en formar a 15 promotores en alfabetización los cuales deberán tener como mínimo aprobado el sexto año de la escuela primaria. La cartilla educativa cuenta con mediación pedagógica y está adaptada para ser aplicada en los idiomas mayas más importantes. Para el caso de los comunitarios de Nueva Linda, se implementará en el idioma castellano.

El tiempo aproximado entre la preparación y adecuación del programa, según el perfil de los participantes, oscila en seis meses, aunque el método práctico de enseñanza aprendizaje se reduce a tres meses de clases vivenciales.

La Asociación Pro-justicia de Nueva Linda firmará un convenio con el Instituto Pedagógico Latinoamericano y el Caribe, IPLAC, representado por la Embajada de Cuba en Guatemala, donde se considera el apoyo al profesional de la educación que acompañará el proceso, su boleto aéreo, estadía en los meses que duró el proyecto, así como de un estipendio económico como facilitador.

Al finalizar el curso de alfabetización, se estará certificando el aprendizaje a través de un Diploma otorgado por el Instituto Pedagógico Latinoamericano y el Caribe, IPLAC, a cada participante, como reconocimiento al esfuerzo e interés manifestado en el desarrollo del curso, así como de la aprobación satisfactoria.

Tabla 1, Proyecto de alfabetización

| N o. | Descripción | Cantid ad | Costo unid./ mes | Subtotal | | Total |
|-------------|------------------------------|------------------|-------------------------|-----------------|--------------|--------------|
| 1 | Pedagogo(a) Cubano(a) | 1 | | | 27.00 | 43.6 |
| | | | | 0,00 | | 50,00 |
| 1.1 | Boleto aéreo | 1 | 1.80 | 1.80 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| 1.2 | Hospedaje | 6 | 60 | 3.60 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| 1.3 | Alimentación | 6 | 60 | 3.60 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| 1.4 | Movilización | 6 | 50 | 3.00 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| 1.5 | Servicios profesionales | 6 | 2.50 | 15.00 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| 2 | Materiales | | | | 10.65 | |
| | | | | | 0,00 | |
| 2.1 | Cartilla educativa | 150 | 5 | 7.50 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| 2.2 | Cuadernos cuadrícula | 150 | 5,00 | 75 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| 2.3 | Cuadernos líneas | 150 | 5,00 | 75 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| 2.4 | Cuadernos sin líneas | 150 | 5,00 | 75 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| 2.5 | Lápices | 150 | 1,50 | 22 | | |
| | | | 5,00 | 5,00 | | |
| 2.6 | Lapiceros | 150 | 2,50 | 37 | | |
| | | | 5,00 | 5,00 | | |
| 2.7 | Borradores | 150 | 1,00 | 15 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| 2.8 | Sacapuntas | 150 | 1,00 | 15 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| 3 | Promotores | | | | 6.00 | |
| | | | | | 0,00 | |
| 3.1 | Promotores en alfabetización | 15 | 40 | 6.00 | | |
| | | | 0,00 | 0,00 | | |
| | Total | | | | | 43.6 |
| | | | | | | 50,00 |

Programa de Desarrollo Político de la Mujer

En cuanto todas las actividades propuestas en el Plan Integral de Desarrollo, contempla la participación activa de las mujeres, es necesario el especificar un tema en concreto que pueda identificar con más precisión sobre el dominio, exclusión, racismo y los enfoques sociales que desmeritan una acertada participación de las mujeres en la salud, educación, trabajo y toma de decisiones e igualdad de condiciones que les permita transitar hacia la participación democrática.

La estructura política, tanto en lo social como en lo económico que rigen nuestras sociedades tiene como cimiento la explotación y la dominación de los sectores más vulnerables de la población, entronándose con mayor vehemencia hacia las mujeres, indígenas, e igualmente contra la niñez.

Son muchos los esfuerzos entre cumbres mundiales, tratados internacionales y leyes internas que velan por erradicar este flagelo, pero lamentablemente con pocos resultados. El abandono y exclusión sistemática al que se ven forzadas las mujeres, hay que analizarlo desde lo estructural, dado a que hay fenómenos culturales, económicos, políticos y religiosos que no trascienden hacia las reivindicaciones y demandas de las féminas, y muy por el contrario, dichas luchas se estigmatizan degradando su rol humano.

Para una mejor comprensión, se han desarrollado algunas teorías que tratan de enfocar el tema de la mujer desde el punto de vista de su posición ante la sociedad.

Teoría Neoclásica

Estas teorías tratan de constituir una perspectiva en los niveles de trabajo entre hombres y mujeres considerándose como una competencia entre ambos; colocan a la mujer en una posición de desventaja y de poco acceso al proceso de producción, dándole énfasis al relieve de las diferencias por sexo en variables que afectan la productividad y la oferta de la mano de obra así como:

- Las responsabilidades familiares.
- La resistencia física.
- La educación.
- La capacitación.
- Las horas de trabajo.

La teoría neoclásica sugiere que la mujer gane menos que el hombre debido a que posee niveles de capital humano más bajo especialmente: en la educación y capacitación y experiencia adquirida en el trabajo y por consiguiente una menor productividad laboral.

Se tiene la animadversión hacia las mujeres que interrumpen su trabajo para casarse, concebir y cuidar hijos; la reacción de los empleadores es de renuencia a invertir en la capacitación de la fuerza laboral femenina, bajo el estigma de que la mujer es menos productiva económicamente que el hombre, y con mayor tendencia a la inestabilidad, por lo que tenderá a discriminar en contra del sexo femenino.

La mayoría de empleadores seleccionan candidatos a puestos importantes de acuerdo a estereotipos ya establecidos para posiciones masculinas. La poca o escasa participación de la mujer en el sistema educativo, ha creado condiciones de desigualdad genérica desfavorable a las mujeres; la segregación de esta participación limita la oportunidad a obtener mejores empleos considerados socialmente femeninos, presentando características como menor retribución, de mayores jornadas de trabajo y escasa o nula cobertura en cuanto a prestaciones laborales y sociales. *“Las mujeres, sólo representan el 17 % de la mano de obra industrial y sólo el 8 % de la fuerza laboral agrícola, según las últimas estadísticas disponibles.*

Esta división sexual del trabajo, también opera cuando las mujeres se integran en el propio mercado laboral. Las guatemaltecas se ocupan sobre todo como empleadas, vendedoras y en servicios personales, y ello principalmente en la rama de actividad económica denominada de servicios “donde constituyen el 74% de la fuerza laboral”.

“Estas relaciones de desequilibrio, han configurado una sociedad en la que independientemente de la cultura, grupo lingüístico, social, económico, religioso o político al que pertenezcan las mujeres, constituye una norma social rectora, a tal grado que se percibe como relaciones naturales por las mismas mujeres y la sociedad en su conjunto”.

Teoría sobre la Segmentación

Según su análisis trata sobre el equilibrio laboral en que limita al sexo femenino en el mercado de trabajo. Destacando algunos factores relacionados con el mercado y la forma en que se encasilla a hombres y mujeres en segmentos separados al explicar las desigualdades por sexo. En estas actividades la estabilidad en el trabajo es importante para los empleadores. Por lo tanto con iguales calificaciones antes del ingreso, los varones al ser considerados elementos más estables, tendrían mayores oportunidades de progreso dentro de la empresa en términos de trabajo, capacitación y ascensos.

La ausencia por períodos natales, conlleva el pago legal por los meses de preparto, parto, posparto y lactancia, lo que representa no solo la interrupción de la jornada de trabajo, sino además la erogación de

recursos económicos por parte del empleador, por lo que optan por mujeres jóvenes, solteras, y con necesidad económica.

Cabe mencionar dos percepciones que surgen de este enfoque de segmentación. a) Se subraya la importancia de la posición de ingreso a una organización, para determinar las posibilidades futuras en cuanto a capacitación y experiencia en el trabajo, así como de ascenso. b) Se señala que la conducta del trabajador se relaciona con las características de los cargos que desempeña. Existen ocupaciones tanto para hombres como para mujeres que implican una prolongada formación académica, pero también hay ocupaciones que exigen una capacitación específica para la integración laboral.

En la medida que las oportunidades ocupacionales para las mujeres sean limitadas y exista una sobreoferta de candidatas en el mercado laboral para “trabajos femeninos” (secretarias, recepcionistas, edecanes) se puede observar que hay una acumulación de mujeres en esas ocupaciones, frente a las escasas oportunidades laborales, frecuente en las áreas urbanas donde se exige un nivel medio de escolaridad.

Teoría de Género Sexual

Esta teoría explica sobre la discriminación a la cual la mujer se ve expuesta en el ámbito laboral y social al ser comparada con el hombre. Un aporte destacado que consiste en poner de relieve que la posición de la mujer en el mercado de trabajo, pueda ser visualizada como parte del sistema social en su conjunto, en el cual las mujeres se encuentran en una situación subordinada.

La primera opresión de clases es la del sexo femenino oprimido por el masculino. Dentro de la misma, también podemos encontrar la *teoría del asedio sexual*, y argumenta que se trata del factor más contribuyente a la elevada renovación de la mano de obra femenina, dado que el abandono del trabajo es una de las opciones básicas de que se disponen las afectadas para solventar la situación. La discriminación basada en la situación reproductora, independientemente de la forma que tenga, las pruebas de embarazo como condición para el empleo, también constituyen una forma de discriminación sexual al concentrarse en una condición que sólo las mujeres pueden experimentar.

ORGANIZACIONES QUE TRABAJAN EN TORNO A LAS REINVIDICACIONES DE MUJERES

En Guatemala existen diferentes Organizaciones Gubernamentales y a nivel Privado que se dedican a defender los derechos de la mujer dentro de los cuales se encuentran las siguientes:

Secretaría Presidencial de la Mujer (SEPREM):

Esta es una entidad Gubernamental que asesora y coordina las políticas públicas con rango ministerial que promueve la plena participación de las mujeres en el desarrollo del país y la igualdad efectiva, entre mujeres y hombres, orientadas al desarrollo y fortalecimiento de la democracia. La SEPREM impulsa la institucionalidad de la Política Nacional de Promoción y Desarrollo de las Mujeres guatemaltecas y Plan de Equidad de Oportunidades 2001-2006, instrumento político surgido como producto de una década de aportes de las distintas organizaciones de mujeres, que compromete la atención del Estado.

Oficina Nacional de la Mujer (ONAM):

Esta Institución promueve una reforma a las leyes laborales donde buscan un equilibrio salarial y laboral frente a los hombres en nuestra sociedad. Tomando en cuenta que se viola el principio de igualdad contenido en la Constitución de la República, se propone que al trabajo de casa particular asalariado se le deben aplicar todas las normas de trabajo y previsión social, derechos y obligaciones contenidas en las leyes y reglamentos.

Defensoría de la Mujer Indígena: (DEMI)

La presidencia de la República acuerda crear la Defensoría de la Mujer Indígena, esta institución fue creada con la visión de erradicar toda forma de discriminación hacia la mujer, en especial a la mujer indígena y se crea bajo:

En el Acuerdo sobre Identidad y Derechos de los Pueblos Indígenas, promovido por la Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca, URNG, el Gobierno de la República de Guatemala se comprometió a promover la divulgación y cumplimiento de la convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer; y de otros instrumentos internacionales relativos a los derechos de los pueblos indígenas, ratificados por Guatemala, y así mismo asumió el compromiso de crear una Defensoría Indígena, en la que deben participar representantes de las mujeres y que esta Defensoría deberá incluir entre otros servicios el de Asesoría Jurídica y Servicio Social. De las cuales en ocasiones muy raras la población en términos generales no conoce de su existencia, ni de su función y ni de los beneficios que pueden darles en ocasiones.

Unión Nacional de Mujeres de Guatemala (UNAMG)

Es una institución civil, que vela por el derecho de las mujeres tanto en lo laboral como en lo político, implementando investigaciones especializadas en el tema, e igualmente en capacitaciones y actividades reflexivas, promoviendo la participación de las mujeres en los diferentes

ámbitos socioculturales del quehacer nacional. Cuentan con representación y delegaciones organizadas en todo el país.

Fundación: Sobrevivientes

Es una institución especializada en las víctimas del maltrato y violencia intrafamiliar, tanto en violencia física, sexual y psicológica, y cuenta con una red de voluntarias y profesionales para atender las diferentes situaciones que conlleva la vulnerabilidad y seguridad de las mujeres. El proceso lo inician desde el acompañamiento psicológico de las víctimas, protección a través de albergues, demanda y juicios jurídicos contra los demandados, así como de tratamiento clínico y médico para las mujeres abusadas sexualmente en prevención de enfermedades venéreas y de tipo VIH. La institución ha iniciado procesos contra el tráfico ilegal de niños(as) logrado llevar a tribunales a personalidades y funcionarios públicos, agresores vinculados al narcotráfico y grupos clandestinos del poder paralelo, sosteniendo la lucha y la gestión hasta el encarcelamiento de los responsables.

Instituto Universitario de la Mujer

Su sede principal se encuentra en la Universidad de San Carlos de Guatemala, única universidad pública, estatal y autónoma, que cuenta entre otros con el beneficio de regir la educación superior del país, así como el de estar facultada para promover iniciativas de ley.

El Instituto Universitario de la Mujer, cuenta ya en su haber con diplomados reconocidos por la universidad, en diversos temas que aquejan la problemática de la mujer. Tiene una influencia creciente en el ámbito universitario y actualmente trabajan una iniciativa para introducir en el pensum universitario de todas las carreras profesionales el tema en cuestión, donde se plantea abordar la problemática desde el fenómeno estructural, la inequidad como factor para el subdesarrollo económico, la implementación de la jurisprudencia activa en el cumplimiento de tratados y leyes, los factores sociales que repercuten en la exclusión, dominación y vejamen hacia las mujeres, entre otros.

PARTICIPACIÓN DE LA MUJER EN EL PROCESO PRODUCTIVO NACIONAL

En Guatemala se presentan crisis económicas afectando especialmente a las mujeres quienes aparte de realizar su trabajo en el hogar deben incorporarse al mercado de trabajo en los sectores formal e informal, pues la mujer percibe bajos ingresos, por lo que se ve obligada a buscar trabajo para obtener un mayor ingreso, ayudando de esta forma al bienestar y desarrollo de su hogar, constituyéndose como un factor y clave importante en la economía familiar.

Dentro de los hogares guatemaltecos en su mayoría son sostenidas económicamente por dos o más personas, pues el salario de una no alcanzaría ni siquiera para el sustento de una semana en el hogar. Esto representa para las mujeres nuevas posibilidades para su realización personal, y muchas de ellas están incursionando en oficios no tradicionales y ocupando puestos antes vedados tanto en la burocracia estatal como en la empresa privada.

Las ramas económicas que concentran más mujeres son las de comercio, servicios domésticos y en tercer lugar la industria, especialmente las maquilas. La participación de la mujer en la agricultura, transporte y construcción es mínima; así mismo en la agricultura las mujeres no suelen ser contratadas formalmente y ellas mismas consideran ciertas tareas como parte de sus actividades de madre y esposa (no como un trabajo). La categoría de oficios domésticos oculta el trabajo informal que realizan las mujeres ya que este no se considera trabajo productivo, sino se asume como una obligación, lo que refuerza su subordinación a las estructuras de poder y las convierte en el blanco de múltiples formas de exclusión, discriminación, violencia y explotación.

Una mujer con pocos recursos educativos y poca o nula capacitación técnica tiene que emplearse en trabajos mal remunerados entre estos tenemos: la fabricación de juegos pirotécnicos y elaboración de cómales, venta de tortillas y comida, trabajos en maquilas etc. Sobre la base de estos datos se puede observar la falta de atención y apoyo al género femenino en la solución de su situación de discriminación por parte de las diferentes autoridades del país.

En el ámbito empresarial las mujeres han logrado incursionar exitosamente, tal ejemplo lo es la creación de La Gremial de Mujeres Empresarias, también se vinculan a otras organizaciones similares para poder impulsar proyectos de capacitación e inversión. Siendo este tipo de avances los cuales abren el camino de oportunidades tanto económicas como sociales para la mujer y con los cuales puede llegar a mejorarse y superar todas las limitaciones que ha tenido la mujer y que han truncado su desarrollo integral. En este sector el género femenino sufre menos explotación pero no está totalmente segura, pues también tiene que enfrentar otro tipo de problemas como lo es el asedio sexual y el hostigamiento. En el sector de servicios la mujer juega un papel importante siendo una de las fuentes de empleo que le genera ingresos. En dicho sector, la encontramos incorporada a trabajos que en la antigüedad se pensaba que eran exclusivamente para el hombre, dejando a un lado la discriminación que sufren al ocupar puestos en donde sus salarios son inferiores a los salarios que percibe un hombre.

No obstante nos podemos dar cuenta que a mayor nivel educacional mayor es su participación en la economía del País. En el sector Industria, encontramos una importante fuente de generación de ingresos, así como una fuente de trabajo para la mano de obra no calificada, tal es el

caso de las maquilas y fábricas de cohetes, actividad en la que diferentes instituciones gubernamentales han documentado que participan niños y niñas.

PARTICIPACIÓN EN EL SECTOR INFORMAL Y FORMAL DE LA PRODUCCIÓN

En la organización de la economía Guatemalteca a lo que a trabajo se refiere se encuentra estructurado en dos tipos de economía, la informal y la formal. El informal es aquel trabajo que no tiene horarios establecidos, ni prestaciones laborales que beneficien a los hogares, y es donde las personas trabajan por su cuenta; por otro lado el trabajo formal es aquel que tiene horarios, prestaciones, sueldos establecidos por una empresa privada o pública legalmente constituida.

Sector Informal

Las mujeres por pertenecer al sector informal de trabajo, no gozan con buenas condiciones de trabajo, como un sueldo estable, atención medica, bonificaciones, pensiones, jubilaciones, prestaciones laborales (Aguinaldo, bono catorce, IGSS), horarios flexibles que permitan un mayor rendimiento tanto en el trabajo como en el hogar, por consiguiente las personas que pertenecen a este sector son doblemente explotados al no contar con las mínimas garantías de seguridad, protección social y nulo ejercicio de sus derechos ciudadanos y laborales, esto como consecuencia de la escasa cobertura del sistema de derecho y justicia que impera en la actualidad de nuestro país.

Actualmente los trabajos del sector informal son colocados a disposición del sexo femenino, siendo aun más visible el problema de la discriminación y violación de sus derechos como mujer y como miembro de la sociedad por ser más propensa a sufrir desigualdades, lo que la convierte en víctima de opresión, marginación, desvalorización genérica, de explotación, etc.

“En Guatemala el 69% de las mujeres activas laboralmente se desenvuelven en la economía informal, ya que en los trabajos informales no se requiere de ningún tipo de estudio para desempeñarse en dicha labor, presentando esta característica en común la mayoría de mujeres así también la de no tener una capacitación técnica, debido a la crisis que se presenta en su hogar, se ven en la necesidad de abandonar el estudio por dar un aporte al hogar”. Las condiciones bajo las cuales se emplean las mujeres en la economía informal son como por ejemplo: trabajos excesivos sin incentivo alguno, en condiciones precarias e insalubres.

La economía informal acarrea muchos problemas para las mujeres que se desenvuelven en este, pero que lamentablemente no son resueltos por la misma ignorancia de las personas y prácticamente son manejadas y tratadas como objetos de trabajo olvidando que son seres humanos

con necesidades materiales y espirituales capaces de desarrollarse y superarse dentro de una sociedad de extrema competencia. Puede considerarse que las mujeres que trabajan en el sector informal en su mayoría no encontrarán las oportunidades que tienen las mujeres que laboran en el sector formal, pues sus ingresos económicos son inestables mientras que en el formal cuentan con un salario base con el cual logran satisfacer un nivel medio de vida básico.

Sector Formal

En la economía formal encontramos a toda aquella empresa que cuenta con un registro de legalidad y autorización para ejercer sus diferentes actividades económicas, desarrollándolas al margen de lo estipulado en ley, por lo que en este sector puede decirse que la mujer posee algunas ventajas, pero no así deja de ser objeto de discriminación, por prejuicios de la misma sociedad en la que prevalece el machismo, colocando al hombre en lugares o puestos mejores a diferencia de los que llegan a ocupar las mujeres, los cuales generan efectos totalmente negativos en las relaciones mujer/hombre y mujer/sociedad.

En el convenio de la Organización Internacional del Trabajo sobre la igualdad de remuneración o pago: *“Este convenio establece la obligación del Estado de garantizar la igualdad de remuneración o pago a mujeres y hombres por un trabajo de igual valor, Artículo 1”*. Existen otros derechos que no llegan a concretarse como por ejemplo: la jornada de trabajo debe de ser de ocho horas diarias y cuarenta y cuatro horas a la semana y en muchas de las empresas esto no es respetado, presiona al trabajador o a la trabajadora para que realice más tiempo del que le corresponde en su labor y esto sin recibir un sueldo extraordinario que no repone el desgaste físico de la persona.

La incorporación de la mujer al proceso productivo se ha encontrado con serias limitaciones en el marco legal guatemalteco, al no proporcionar leyes, aspectos más claros y estrechamente relacionados a los derechos de la mujer en el ámbito laboral, social y político, teniendo como consecuencia que las leyes que se emiten sean incapaces de proteger a la mujer en situaciones de discriminación. Un ejemplo claro de esta situación se encuentra en el Código de Trabajo que en algunos capítulos hace referencia a convenios laborales que favorecen al trabajo de la mujer, *“En la actualidad se ha observado que cada vez más mujeres se involucran al proceso productivo, motivo por el cual se han reformado algunos capítulos referentes al trabajo de la mujeres y menores de edad”*.

Es por tal motivo que el Gobierno, Asociaciones de Derechos Humanos y Agrupaciones Defensoras de los Derechos de la Mujer se han propuesto, promover reformas a las leyes existentes o bien a la formulación de nuevas leyes que amparen sus derechos, mismas que puedan aplicarse efectivamente con el fin de brindar protección a la mujer.

INTRUMENTOS LEGALES

Son aquellos instrumentos nacionales e internacionales que conforman la base legal dentro del territorio guatemalteco.

Instrumentos Nacionales

- Constitución Política de la República (1985)
- Ley de Significación y Promoción Integral de la Mujer (Decreto 7-1999)
- Ley para Prevenir y Sancionar la Violencia Intrafamiliar (Decreto 77-1996)
- Ley de Desarrollo Social (Decreto 42-2001)
- Ley de Promoción Educativa contra la Discriminación (Decreto 81-2001)
- Política Nacional de Promoción y Desarrollo de la Mujeres guatemaltecas
- El plan de Equidad de Oportunidades 2001-2006 (2002)

Instrumentos Internacionales

- Declaración Universal de Derechos Humanos (1948)
- Convención sobre los Derechos Políticos de la Mujer (1959)
- Convención sobre la Eliminación de todas las Formas de Discriminación contra la Mujer (CEDAW) (Decreto 29-1982)

Aunque Guatemala tiene varios tratados y convenios internacionales dirigidos a eliminar las desigualdades y subordinación de las mujeres, continúan siendo oprimidas, excluidas y discriminadas. Es decir, que la existencia de las leyes a favor de las mismas no le asegura su cumplimiento como también que tengan la misma disponibilidad a los derechos inherentes a cada persona.

Ejes de la Política Nacional de Promoción y Desarrollo Integral de las Mujeres y el Plan de Equidad de Oportunidades 2008 - 2023

La estructura del documento de Política Nacional de Promoción y Desarrollo Integral de las Mujeres y el Plan de Equidad de Oportunidades 2008-2023, se divide en doce (12) ejes de política, cada uno de estos ejes cuenta con los respectivos programas, subprogramas, proyectos y actividades, que las instituciones públicas han de implementar para el logro del propósito contenido en el eje de política.

Asimismo, cuenta con indicadores y metas que permitirán verificar y monitorear el avance en la aplicación de dicha Política. Así como la temporalidad e identificación de las instituciones responsables de ejecutar las acciones de la PNPDIM.

Ejes de la Política Nacional de Promoción y Desarrollo Integral de las Mujeres y el Plan de Equidad de Oportunidades 2008 - 2023

1. El eje de Desarrollo Económico y Productivo con Equidad
2. El eje de Recursos Naturales, Tierra y Vivienda
3. El eje de Equidad Educativa con Pertinencia Cultural
4. El eje de Equidad en el Desarrollo de la Salud Integral con pertinencia cultural
5. El eje de Erradicación de la Violencia contra las Mujeres
6. El eje de Equidad Jurídica
7. El eje de Racismo y Discriminación contra las Mujeres
8. El eje Equidad e Identidad en el Desarrollo Cultural
9. El eje de Equidad Laboral
10. El eje de Mecanismos Institucionales
11. El eje de Participación Socio Política
12. El eje de Identidad Cultural de las Mujeres Mayas, Garífunas y Xincas.

Derecho a la participación.

En el mundo, el derecho de las mujeres a participar en la toma de decisiones fue una de las primeras reivindicaciones a título individual y, de forma articulada, del movimiento feminista. Ya en 1791, Olympe de Gouges reconocía y declaraba que *“la mujer tiene el derecho de subir al cadalso” pero “debe tener igualmente el (derecho) de subir a la tribuna”*. Esta declaración demuestra cómo ya desde hace mucho tiempo atrás, el reclamo de más espacios y participación política para las mujeres era una necesidad inaplazable.

A pesar de que la participación política de las mujeres se hizo presente en movimientos de independencia, en consolidación de nuevas repúblicas, en guerras civiles y revoluciones, existía una invalidada participación en la toma de decisiones públicas en los procesos decisorios. Como consecuencia de un trato discriminatorio, solo se concebía lo femenino como lo doméstico.

La lucha del movimiento feminista encausó entonces una estrategia inimaginable para las mujeres: *“lo personal es lo político”*, lo que permitió abordar temas como la violencia familiar, el aborto, la salud sexual y reproductiva, la maternidad como una utilidad pública para la mitad de la población y el mundo.

Es necesario también mencionar la influencia que tuvo la participación de las mujeres en las cuatro conferencias mundiales sobre la mujer convocadas por

las Naciones Unidas en el último cuarto de siglo. Las conferencias unieron a la comunidad internacional en apoyo de un conjunto de objetivos comunes con un plan de acción eficaz para el adelanto de la mujer en todas partes y en todas las esferas de la vida pública y privada.

La Primera Conferencia Mundial sobre la condición jurídica y social de las mujeres se convocó en la Ciudad de México, para que coincidiera con el Año Internacional de la Mujer, en 1975. La segunda fue en Copenhague en 1980, para examinar y evaluar el plan de acción mundial de 1975. La tercera se convocó en Nairobi, Kenia, y se tituló Igualdad, Desarrollo y Paz, en 1985. Y la Cuarta Conferencia Mundial sobre la Mujer fue celebrada en Beijing en 1995. Estas contribuyeron a situar la causa de la igualdad entre los géneros en el mismo centro del temario mundial.

Violencia en contra de las Mujeres

En el sentido más amplio, la violencia contra las mujeres incide en su libertad, en su integridad, en su salud mental y física. Esta violencia circunscribe todas las formas que la sociedad usa para oprimir a las mujeres.

La violencia sigue siendo una realidad ligada al simple hecho de ser mujer, tanto en un país democrático como en el llamado Tercer mundo y es el resultado de una relación de poder y de dominio, consecuencia natural de la desigualdad entre los sexos, en la cultura y la estructura social. La violencia hacia la mujer limita su capacidad para hacer elecciones en su vida.

Existen diferentes tipos de violencia en contra de las mujeres: la sexual, emocional, laboral y económica. De los diferentes tipos de violencia, la sexual y la emocional son particularmente insidiosas. La primera ha sido erotizada por los medios de comunicación y es uno de los instrumentos de coacción más utilizados contra el género femenino. Además, es un tipo de violencia que deja huella indeleble en el desarrollo de la mujer y su vivencia como ser sexual; contradice la esencia del concepto de libertad sexual de elegir y decidir.

La violencia emocional arrebató la estabilidad emocional de las mujeres porque se sucumbe mediante una progresiva debilitación psicológica, a través de pensamientos de miedo, terror, culpa, minusvalía y devaluación.

Existen además otros tipos de violencia, como la social, que incluye las más diversas maneras de discriminación por el hecho de ser mujer, ya sea por clase social, por raza o edad.

La violencia confunde profundamente a las mujeres y afecta a la humanidad. Cuando una mujer es maltratada, también se perturba a la comunidad y a la sociedad.

Proyecto de Corte y Confección

En el diagnóstico efectuado a la comunidad de Nueva Linda, se recoge la inquietud y solicitud del grupo de mujeres por trabajar en proyectos propios que les permita la generación de ingresos económicos y que a su vez les proporcione tiempo para poder atender su hogar, tomando en cuenta el porcentaje de madres solteras.

Entre las prioridades se manifestaron por un proyecto de Corte y Confección que les permita cubrir con sus dos objetivos primordiales: a) Contar con ingresos económicos propios y, b) Disponer de tiempo para atender las actividades colectivas que demanda la comunidad.

Tomando en cuenta dicho requerimiento, se realizó un estudio para atender a 15 mujeres que puedan capacitarse y desarrollarse en la rama pequeño industrial de la manufactura de ropa. El proyecto inicialmente está orientado de manera particular, pero dependiendo del éxito de la organización, puede ser multiplicado por 30 mujeres en dicha actividad con la misma maquinaria e insumos materiales de producción, en jornadas rotativas.

Se tiene prevista la capacitación en las instalaciones del Instituto Técnico de Capacitación INTECAP, o bien bajo el sistema de que un(a) facilitador(a) imparta la capacitación en su propia comunidad dependiendo del número de alumnas. La dificultad que se le presenta al proyecto con esta segunda opción radica en la ausencia de un espacio físico adecuado en estos momentos y la carencia del instrumental e insumos de trabajo.

El proyecto contempla la adquisición de quince máquinas de coser mecánicas o de quince máquinas de coser eléctricas, seis piezas de tela que constan de 40 yardas cada una, así como del instrumental necesario para entregar un proyecto para corte y confección por persona. Cada yarda de tela tiene un valor promedio de Q.20.00 (quetzales) con las que se trabajarán 6 prototipos de ropa: a) Camisas para hombre y mujer, b) Blusas para mujer, c) Pantalón de hombre, d) Pantalón de mujer, e) Vestidos, y f) Faldas, por lo que se dotará de 6 piezas de tela por persona.

Se tiene previsto que se trabaje en colectivo para economizar tiempo, esfuerzos y recursos en el corte y confección de los 6 prototipos de ropa, y de manera rotativa en el proceso de producción para que todas se

especialicen en las diferentes etapas que conlleva la elaboración de cada prenda de vestir.

Se prevé un tiempo estimado entre una hora mínimo y dos horas máximo en la creación de cada pieza de vestir. Los diseños, texturas y calidad de tela serán innovados gradualmente por las participantes en el proyecto, dependiendo de la demanda, la exigencia y los gustos que el mercado regional establezca.

Presupuesto y de costos de Proyecto de Corte y Confección

Tabla 2 Costos de material y equipo

| No. | Insumos | Cantidad | C/Unidad | Subtotales | Totales | |
|------------|-----------------------------------|----------|----------|------------|------------------|-------------------|
| 1 | Equipo Manual* | | | | 15.000,00 | 104.527,50 |
| 1.1 | Máquina de coser/pedal | 15 | 1.000,00 | 15.000,00 | | |
| 2 | Materiales | | | | 89.527,50 | |
| 2.1 | Tijeras Victorino | 15 | 200,00 | 3.000,00 | | |
| 2.2 | Juego de Escuadras, cubras, jotas | 15 | 60,00 | 900,00 | | |
| 2.3 | Cinta Métrica | 15 | 1,50 | 22,50 | | |
| 2.4 | Mesas para corte y planchado | 15 | 200,00 | 3.000,00 | | |
| 2.5 | Plancha | 15 | 275,00 | 4.125,00 | | |
| 2.6 | Despitador | 15 | 10,00 | 150,00 | | |
| 2.7 | Adaptador para ojales | 15 | 400,00 | 6.000,00 | | |
| 2.8 | Descosedor de ojales | 15 | 2,00 | 30,00 | | |
| 2.9 | Pieza de 40 yardas de tela | 90 | 800,00 | 72.000,00 | | |
| 2.10 | Conos de hilos/colores varios | 60 | 5,00 | 300,00 | | |
| 3 | Equipo eléctrico** | | | | 30.000,00 | 119.527,50 |
| 3.1 | Máquina de coser/eléctrica | 15 | 2.000,00 | 30.000,00 | | |
| 3.2 | Materiales | | | | 89.527,50 | |
| 3.2.1 | Tijeras Victorino | 15 | 200,00 | 3.000,00 | | |
| 3.2.2 | Juego de Escuadras, cubras, jotas | 15 | 60,00 | 900,00 | | |
| 3.2.3 | Cinta Métrica | 15 | 1,50 | 22,50 | | |
| 3.2.4 | Mesas para corte y planchado | 15 | 200,00 | 3.000,00 | | |

| | | | | | | |
|--------|-------------------------------|----|--------|-----------|--|--|
| 3.2.5 | Plancha | 15 | 275,00 | 4.125,00 | | |
| 3.2.6 | Despitador | 15 | 10,00 | 150,00 | | |
| 3.2.7 | Adaptador para ojales | 15 | 400,00 | 6.000,00 | | |
| 3.2.8 | Descocedor ojales | 15 | 2,00 | 30,00 | | |
| 3.2.9 | Pieza de 40 yardas de tela | 90 | 800,00 | 72.000,00 | | |
| 3.2.10 | Conos de hilos/colores varios | 60 | 5,00 | 300,00 | | |

** Presupuesto para proyecto con máquinas manuales de pedal.*

***Presupuesto para proyecto con máquinas eléctricas*

Tabla 3 Elaboración de camisas hombre/mujer

| No. | Insumos | Cantidad | C/Unidad | Subtotales | Totales |
|----------|------------------------------|----------|----------|------------|--------------|
| 1 | Materiales por unidad | | | | 25.87 |
| 1.1 | Manga larga-corta/yardas | 1.50 | 12.50 | 18.75 | |
| 1.2 | Entretela, yardas | 0.25 | 3.12 | 3.12 | |
| 1.3 | Ballenas | 2.00 | 1.00 | 2.00 | |
| 1.4 | Botones (docena) | 1.00 | 1.50 | 1.50 | |
| 1.5 | Hilo | 1.00 | 0.50 | 0.50 | |

Tabla 4 Elaboración de blusas

| No. | Insumos | Cantidad | C/Unidad | Subtotales | Totales |
|----------|------------------------------|----------|----------|------------|--------------|
| 2 | Materiales por unidad | | | | 22.75 |
| 2.1 | Manga corta/yardas | 1.50 | 12.50 | 18.75 | |
| 2.2 | Ballenas | 2.00 | 1.00 | 2.00 | |
| 2.3 | Botones (docena) | 1.00 | 1.50 | 1.50 | |
| 2.4 | Hilo | 1.00 | 0.50 | 0.50 | |

Tabla 5 Elaboración de pantalones para hombre

| No . | Insumos | Cantidad | C/Unidad | Subtotales | Totales |
|-------------|------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------------|
| 3 | Materiales por unidad | | | | 43.50 |
| 3.1 | Yardas de tela | 1.75 | 20.00 | 35.00 | |
| 3.2 | Zipper (cremallera) | 1.00 | 3.00 | 3.00 | |
| 3.3 | Botones (unidades) | 3.00 | 1.50 | 4.50 | |
| 3.4 | Hilo | 1.00 | 1.00 | 1.00 | |

Tabla 6 Elaboración de pantalones para mujer

| No . | Insumos | Cantidad | C/Unidad | Subtotales | Totales |
|-------------|------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------------|
| 4 | Materiales por unidad | | | | 38.50 |
| 4.1 | Yardas de tela | 1.50 | 20.00 | 30.00 | |
| 4.2 | Zipper (cremallera) | 1.00 | 3.00 | 3.00 | |
| 4.3 | Botones (unidades) | 3.00 | 1.50 | 4.50 | |
| 4.4 | Hilo | 1.00 | 1.00 | 1.00 | |

Tabla 7 Elaboración de vestidos

| No . | Insumos | Cantidad | C/Unidad | Subtotales | Totales |
|-------------|------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------------|
| 5 | Materiales por unidad | | | | 34.00 |
| 5.1 | Yardas de tela | 1.50 | 20.00 | 30.00 | |
| 5.2 | Zipper (cremallera) | 1.00 | 2.00 | 2.00 | |
| 5.3 | Botones (unidades) | 1.00 | 1.50 | 1.50 | |
| 5.4 | Hilo | 1.00 | 0.50 | 0.50 | |

Tabla 8 Elaboración de faldas

| No. | Insumos | Cantidad | C/Unidad | Subtotales | Totales |
|----------|------------------------------|----------|----------|------------|--------------|
| 6 | Materiales por unidad | | | | 29.00 |
| 6.1 | Yardas de tela | 1.25 | 20.00 | 25.00 | |
| 6.2 | Zipper (cremallera) | 1.00 | 2.00 | 2.00 | |
| 6.3 | Botones (unidades) | 1.00 | 1.50 | 1.50 | |
| 6.4 | Hilo | 1.00 | 0.50 | 0.50 | |

Tabla 9 Consolidado de costo/inversión/ganancia

| Descripción | Yardas por unidad | Cantidad por pieza | Costo por unidad | Precio de venta | Total | Inversión | Ganancia | Ganancia por prenda |
|-----------------|-------------------|--------------------|------------------|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|---------------------|
| Camisa hombre | 1,50 | 26,67 | 25,87 | 55,00 | 1.466,85 | 689,95 | 776,90 | 29,13 |
| Camisa mujer | 1,50 | 26,67 | 25,87 | 55,00 | 1.466,85 | 689,95 | 776,90 | 29,13 |
| Blusa | 1,50 | 26,67 | 22,75 | 55,00 | 1.466,85 | 606,74 | 860,11 | 32,25 |
| Pantalón hombre | 1,75 | 22,86 | 43,50 | 75,00 | 1.714,50 | 994,41 | 720,09 | 31,50 |
| Pantalón Mujer | 1,50 | 26,67 | 38,50 | 75,00 | 2.000,25 | 1.026,80 | 973,46 | 36,50 |
| Vestido | 1,50 | 26,67 | 34,00 | 70,00 | 1.866,90 | 906,78 | 960,12 | 36,00 |
| Falda | 1,25 | 32,00 | 29,00 | 55,00 | 1.760,00 | 928,00 | 832,00 | 26,00 |
| TOTALES | | | | | 11.742,20 | 5.842,63 | 5.899,57 | |

Proyecto de Repostería.

La incorporación de las mujeres a las actividades decisorias, formativas y de capacitación técnica en el quehacer comunitario, son actividades permanentes en las que estarán trabajando por su propio desarrollo individual en beneficio del colectivo.

La integración económica es una parte fundamental para el crecimiento de las comunitarias, quienes además de las actividades que requiere el asentamiento, tienen responsabilidades intrínsecas en el hogar, por lo que en el diagnóstico manifestaron su interés en participar en un proyecto de repostería, por considerar que les permite atender a la familia y a su vez la generación de ingresos económicos propios.

El proyecto de repostería pretende involucrar a un grupo de 15 comunitarias, quienes en trabajo colectivo podrán implementar una pequeña empresa que les permita actuar organizadamente, tanto para la realización del producto, la comercialización, inversión y distribución de ganancias.

La forma de organización será decidida por las comunitarias, prevaleciendo los consensos para la toma de decisiones a lo interno, en la búsqueda por garantizar la sostenibilidad y ampliación del proyecto.

La actividad inicialmente estará enfocada a la elaboración de pastelería, desde la producción de magdalenas, marquesote, quesadillas, pasteles rellenos de frutas, queso y de pollo (paí), hasta la elaboración de pasteles más sofisticados y de mayor tamaño, requerido para ocasiones especiales.

El horno de cinco niveles, permite el trabajar y procesar simultáneamente cinco productos similares en un solo proceso, por lo que la producción se hará a una escala pequeño industrial, donde se estima un período de tiempo de dos horas entre la elaboración y acabado del producto, dependiendo del tipo de pastel que se requiera.

Para la implementación y comercialización del producto se tomará en cuenta el lugar de asentamiento, las condiciones socioeconómicas de los habitantes circunvecinos y de la demanda en productos horneados preferenciales en la localidad.

En la medida que se implemente el proyecto, se podrán variar los ingredientes del producto, para contribuir a la dieta nutritiva de las comunidades.

Tabla 10 Tabla de costos para proyecto de Repostería

| No . | Insumos | Cantidad | C/Unitario | Subtotales | | Totales |
|------|-------------------------------|----------|------------|------------|------------------|------------------|
| | A- Equipo | | | | 31.305,00 | 31.305,00 |
| 1 | Batidora (Kitchen Ice) | 2 | 3.000,00 | 6.000,00 | | |
| 2 | Horno (cinco niveles) | 1 | 7.000,00 | 7.000,00 | | |
| 3 | Estufa | 1 | 5.500,00 | 5.500,00 | | |
| 4 | Licuada Hoster | 2 | 800,00 | 1.600,00 | | |
| 5 | Refrigeradora | 1 | 7.500,00 | 7.500,00 | | |
| 6 | Mesas de trabajo | 3 | 250,00 | 750,00 | | |
| 7 | Bateria de ollas | 3 | 450,00 | 1.350,00 | | |
| 8 | Juego de cuchillos (1 docena) | 3 | 75,00 | 225,00 | | |
| 9 | Fuetes | 24 | 30,00 | 720,00 | | |
| 10 | Paletas (Juego de seis) | 6 | 20,00 | 120,00 | | |
| 11 | Moldes para pastel | 12 | 25,00 | 300,00 | | |
| 12 | Agarradores (par) | 12 | 20,00 | 240,00 | | |

Programa de Desarrollo Agrario local:

La relación entre las sociedades humanas y la naturaleza se caracteriza por la contradicción y la producción mutua. De aquí que la vinculación entre la sociedad y la tierra, en tanto factor de producción y espacio para la reproducción del ideario colectivo, constituyen una relación dialéctica que ha ido evolucionando a lo largo de la historia de la humanidad. En términos generales, la estructura agraria se refiere a los elementos sociales, económicos y tecnológicos que determinan cierto grado de productividad, generación de ingresos, distribución y nivel de vida de las poblaciones rurales. Es decir, que las relaciones sociales que ocurren alrededor de la tierra se caracterizan por la interacción de una serie de elementos asociados a su conservación, la producción, la asignación de derechos y la distribución de la riqueza en un territorio determinado.

Para el desarrollo del programa es de considerar bajo qué condiciones se desenvuelve el agro guatemalteco, dado que la ratificación del TLC entre Centroamérica, EUA y la República Dominicana, se forzó aceleradamente aun frente a grandes movilizaciones sociales y de la oposición por los efectos colaterales que padecen las poblaciones más empobrecidas. Las voces de Joseph Stiglitz, laureado con el premio Nobel de Economía y de Jean Zegler, Relator Especial por el Derecho a la Alimentación de la ONU, quienes preocupados desaconsejaron una relación comercial tan asimétrica basada en la imposición desde el socio comercial más poderoso, que supone la vulnerabilidad socioeconómica de los pequeños productores nacionales.

La permanente necesidad de acceder a tierras, por comunidades campesinas, sigue siendo un factor determinante para el desarrollo familiar y colectivo, por lo que el gobierno cuenta con un fondo para su adquisición, el cual ha podido resolver desde su fundación alrededor de un 4% de las demandas, administrado las compras por el sistema de mercado, del que fundamentalmente los ofertantes son terratenientes que por diversos motivos deciden vender. El valor de la tierra es usualmente más caro del valor real, por un lado, y por el otro incluyen en la venta infraestructura ya instalada para la producción, que pudiera ser una ventaja, si la tierra se sigue trabajando en ese modelo productivo, pero que generaría más inversión económica de la población, si proyectan variar sus cultivos e invertir en nueva tecnología.

Aun así, se ha podido observar cómo el obstáculo en el potencial de desarrollo humano puede ser superado sobre la base de un uso y manejo adecuado, así como del esfuerzo colectivo de los grupos comunitarios organizados. Con una buena y adecuada planificación, aprovechamiento, uso y conservación de los recursos naturales de las fincas.

Es recomendable señalar que la implementación del proyecto de desarrollo puede ocasionar un mayor compromiso y sobrecarga al tener que trabajar en sentar las bases en términos de infraestructura social y paralelamente empujar un proceso de desarrollo económico productivo.

A partir de la certeza jurídica de acceso a la tierra, la comunidad tiene que proyectar fundamentalmente su seguridad alimentaria, para ir construyendo condiciones a un mediano y largo plazo la comercialización adecuada de sus productos, elaborados tanto en lo individual como de producción colectiva.

Las posibilidades ofertadas a la Asociación Pro-Justicia de Nueva Linda, por parte del gobierno, se están negociando a través de FONTIERRAS, que en análisis del Instituto de Estudios Agrarios y Rurales, IDEAR, su principal rol es determinar el precio correcto de la tierra y dar subsidios a los grupos campesinos (un máximo de 26 salarios mínimos por familia para abono del crédito -alrededor del 60%-, capital de trabajo -alrededor del 30%- y seguridad alimentaria -alrededor del 10%).

FONTIERRAS, también facilita la asistencia técnica (mediante subcontrataciones al sector privado para que los grupos sean “competitivos”, a través de la capacitación para el desarrollo de los proyectos productivos y para la comercialización.

Si tomamos la anterior base para estipular los subsidios, veremos que el salario mínimo en el campo a partir del 1 de enero se incrementó en un 7.69%, lo que representa un ingreso de Q. 56.00 diarios, lo que supondría un ingreso mínimo por mes de Q. 1,680.00, que multiplicado por los 26 salarios mínimos, cada familia tendría un subsidio de Q. 43,680.00, por lo que el subsidio mínimo que FONTIERRAS tiene que otorgar a la asociación como amortización de un primer pago de abono a capital es de Q. 4,368,000.00, el saldo sobre el valor total de la tierra le corresponde cancelarlo a la asociación.

En el imaginario de todo proyecto se persigue un modelo de producción basado en el enfoque tecnológico de la agricultura sostenible, que permita la obtención de productos más saludables y de una mejor calidad, así como recuperar y conservar la base de los recursos naturales existentes. Un modelo productivo y desarrollo integral que este centrado en la gente, para garantizar en primera instancia la seguridad y soberanía alimentaria de toda la población comunitaria.

Proyecto de maíz:

Introducción:

El cultivo del maíz (*Zea mays L*) es uno de los cultivos de mayor variabilidad genética y adaptabilidad ambiental. El cultivo del maíz tiene una amplia distribución a través de diferentes zonas ecológicas de Guatemala. La distribución del cultivo está en función de la adaptación, condiciones climáticas (precipitación, altitud sobre el nivel del mar, temperatura, humedad relativa, tipo de suelo).

El maíz forma parte del grupo de granos básicos que constituyen base de la dieta de la población guatemalteca por su alto contenido energético y de proteínas, cuya parte consumida es la semilla sexual. En Guatemala, las principales especies de granos básicos son el maíz, frijol negro, arroz y sorgo. Estos granos revisten una importancia especial por sus implicaciones culturales, socioeconómicas y alimentarias.

Los granos básicos son la principal fuente de carbohidratos (65%) y de proteína (71%) en la dieta de los guatemaltecos. La contribución del maíz en la ingesta per cápita de energía y proteína es alta: 37.7% y 36.5% respectivamente.

En Guatemala, el grueso de la población no alcanza a cubrir sus necesidades energéticas ni proteínicas, ni las de vitamina A y hierro. El consumo de alimentos está determinado por el poder adquisitivo de los mismos en el mercado y de la capacidad de compra, la cual está condicionada a la vez, por sus ingresos económicos.

Las expectativas de crecimiento económico en Guatemala siguen siendo difíciles de concretar, dado que más del 70% de la población vive en extrema pobreza, lo que no permite acceder a la canasta básica, por

estar los salarios muy por debajo del precio de adquisición de los alimentos elementales.

Zonas de producción de maíz.

El cultivo del maíz se realiza en diferentes condiciones agroclimatológicas ubicadas entre 0-3,000 msnm. La mayor concentración de cultivo se encuentra en el Trópico Bajo, ubicado entre los 0-1,400 msnm. Se estima un área de 476,000 ha (68% del área de producción) Esta zona está compuesta por áreas que presentan condiciones favorables en relación a la distribución de la precipitación (Zona Húmeda favorecida). En esta zona se ubica, área de cultivo que corresponden a los departamentos de la zona baja de San Marcos y Quetzaltenango, Retalhuleu, Escuintla, Santa Rosa, algunas zonas de Jutiapa, El Polochic, Alta Verapaz, Izabal y las zonas bajas de Huehuetenango, Quiché y el Petén.

Para la zona del Trópico bajo del país, se marcan dos épocas de siembra. La primera, que se realiza de mayo a junio que se constituye en la principal época de siembra y la segunda en septiembre. Para el caso particular de las zonas con áreas húmedas, por ejemplo en Nueva Concepción Escuintla, se recomiendan dos épocas de siembra, una en los meses de marzo y abril (siembra de fuego) y otra en la época de temporal. En las zonas donde se dispone de riego es factible la siembra en cualquier época del año.

En siembras manuales, las distancias recomendadas son de 75 a 80 centímetros (cm.) entre surcos y 40-50 centímetros por postura, colocado dos y tres granos por postura en forma alterna. Bajo este sistema, se necesitan 25 o 30 libras de semilla por manzana.

Tabla 11 Surcos y siembra de Maíz

| Número de plantas, por | | Distancias entre surcos (cm) | |
|------------------------|----------|--------------------------------|----|
| | | 75 | 80 |
| Hectáreas | Manzanas | Distancia entre posturas (cm)* | |
| 53,333 | 37,322 | 50 | 47 |
| 57,000 | 39,888 | 46 | 44 |
| 60,000 | 41,987 | 44 | 42 |

* 2 plantas por postura

La zona con limitación de precipitación (zona de humedad limitada) abarca diferentes áreas de cultivo que en los últimos años han presentado períodos de sequía recurrente durante el desarrollo del ciclo de cultivo. En esta zona se ubican áreas que corresponden a los departamentos de Jutiapa, Chiquimula, Jalapa, Zacapa, El Progreso, Baja Verapaz, algunas zonas de sequía ubicadas en Quiché, Huehuetenango y el Petén. Así mismo, en los últimos años se ha identificado como zona con problema de sequía una franja de 15 kilómetros a lo largo del Océano Pacífico que incluye áreas maiceras de los departamentos de San Marcos, Retalhuleu, Suchitepéquez y Escuintla

En la zona del Altiplano se encuentra el área maicera ubicada en mayor de 1,500 msnm. El área de producción se estima en 224,000 ha (32%). Esta zona presenta diversidad de condiciones agroecológicas relacionadas a la altitud, temperatura y precipitación. Incluye áreas maiceras correspondientes a los departamentos de Guatemala, Sacatepéquez, Chimaltenango, Quiché, Sololá, Totonicapán, Quetzaltenango, San Marcos, Huehuetenango, y algunas localidades ubicadas en Jalapa.

Tabla 12 Zonas agroecológicas productoras de maíz en Guatemala

| Zona | Área (ha) | % | Altitud (msnm) | Descripción |
|----------------------------------|-----------|----|----------------|--------------------------------------|
| Trópico con humedad favorecida | 301,000 | 43 | 0-1400 | Precipitación relativamente uniforme |
| Trópico con humedad limitada | 175,000 | 25 | 0-1400 | Precipitación deficiente errática |
| Altiplano (Central y Occidental) | 224,000 | 32 | 1400-3000 | Precipitación relativamente uniforme |

Fuente: Sub-programa Maíz, 2000

Guatemala, aún con todas las bondades prodigadas por su clima tropical y su calidad de suelos, como país no logra satisfacer las demandas básicas de la población, por varios factores. Por un lado el cambio climático mundial, está presionando sobre el ecosistema de la región y

por el otro que no hay políticas nacionales estratégicas en lo rural a mediano y largo plazo, por lo que prevalece el sistema casi colonial de extracción de recursos no renovables por empresas transnacionales, con daños irreversibles a la flora, fauna y recursos hídricos, como e l caso de la Laguna el Tigre en el departamento de Petén, la cual está seriamente amenazada por la extracción de petróleo.

La desnutrición se asentó de nuevo en las comunidades rurales con menos apoyo y acompañamiento técnico, ante la dicotomía de verse la población de comprar sus alimentos a precio de mercado ante la imposibilidad de contar con tierras para producir.

El precio de la canasta básica alimentaria, supera el del salario mínimo.

El cultivo y producción de maíz, como fuente energética de la mayoría de la población, no cuenta con el apoyo decidido del Gobierno, los pequeños y medianos productores de maíz están siendo desplazados por la inversión nacional y extranjera. La producción de agrocombustibles provenientes de monocultivos, que se expande aceleradamente a nivel mundial, se ha instalado en el país, sumándose al listado de países en “vías de desarrollo” que están cediendo grandes extensiones de su territorio para la producción de Etanol, (alcohol carburante), agrodiésel de palma africana y piñón. (*Jatropha*).

De los años 2002/a mayo 2009, se ha importado 338,895.23 TM de maíz blanco, y se exportó 20,140.11, en cuanto al maíz amarillo se importo 4, 329,033.93 TM y se exportó 96.85 TM, lo que afirma que la seguridad alimentaria de la población seguirá en crisis dado el precio internacional del maíz, y por el poco estímulo en su cultivo.

Tabla 13 Área, producción y rendimiento de maíz total

| <i>Año agrícola 1/</i> | <i>Área cosechada (Hectáreas)</i> | <i>Producción (Toneladas Métricas)</i> | <i>Rendimiento (toneladas, Hectáreas)</i> |
|-----------------------------------|--|---|--|
| 2004/05 | 602.000,00 | 1.280.668,29 | 2,13 |
| 2005/06 | 589.960,00 | 1.375.986,20 | 2,33 |
| 2006/07 | 578.160,80 | 1.489.611,55 | 2,58 |
| 2007/08 | 689.500,00 | 1.598.440,41 | 2,32 |
| 2008/09 p/ | 857.220,00 | 1.721.617,55 | 2,01 |
| 2009/10 e/ | 857.500,00 | 1.731.947,25 | 2,02 |

1/ De mayo de un año a abril del siguiente

NOTA p/ Cifras preliminares. e/Cifras estimadas
FUENTE Banco de Guatemala.

Aspectos económicos

Empleo directo en campo (jornales/año 2007) 44,817,500

Equivalente en empleos permanentes 160,063

Comercio exterior

El maíz blanco, partida arancelaria 1005.90.30 del SAC y el maíz amarillo, partida arancelaria 100.90.20

del SAC tienen derechos arancelarios a la importación de, blanco 0% dentro y 20% fuera, sobre el

Valor CIF, el amarillo 0% dentro de contingente y 15% fuera contingente.

Tabla 14 Comercio exterior de maíz blanco, período 2002/2009

| Año | Importación | | Exportación | |
|----------------|-------------------|----------------------|------------------|---------------------|
| | TM | US\$ | TM | US\$ |
| 2002 | 35.046,95 | 4.503.560,00 | 2.985,26 | 346.883,00 |
| 2003 | 9.527,57 | 1.437.041,00 | 50,60 | 38.676,00 |
| 2004 | 38.610,75 | 5.560.759,00 | 566,36 | 42.649,00 |
| 2005 | 78.206,93 | 11.642.516,00 | 457,09 | 129.832,00 |
| 2006 | 80.426,15 | 12.117.790,00 | 8,78 | 8.375,00 |
| 2007 | 58.143,62 | 14.280.914,00 | 4.094,29 | 1.120.682,00 |
| 2008 | 19.558,90 | 6.337.491,00 | 11.977,73 | 3.074.409,00 |
| 2009* | 19.374,36 | 5.141.756,00 | 0,00 | 0,00 |
| Totales | 338.895,23 | 61.021.827,00 | 20.140,11 | 4.761.505,00 |

Tabla 15 Comercio exterior de maíz amarillo, período 2002/2009

| Año | Importación | | Exportación | |
|----------------|---------------------|-----------------------|--------------|------------------|
| | TM | US\$ | TM | US\$ |
| 2002 | 533.090,60 | 63.998.148,00 | 0,24 | 211,00 |
| 2003 | 521.452,79 | 66.939.495,00 | 0,64 | 583,00 |
| 2004 | 517.811,73 | 77.296.375,00 | 0,08 | 70,00 |
| 2005 | 585.117,21 | 75.239.040,00 | 12,85 | 3.390,00 |
| 2006 | 686.018,55 | 102.997.746,00 | 0,00 | 30,00 |
| 2007 | 641.780,56 | 133.512.185,00 | 62,11 | 14.263,00 |
| 2008 | 574.103,57 | 168.287.335,00 | 0,82 | 579,00 |
| 2009* | 269.598,92 | 63.037.164,00 | 20,12 | 7.118,00 |
| Totales | 4.329.033,93 | 751.307.488,00 | 96,85 | 26.244,00 |

NOTA * Cifras a mayo

FUENTE BANGUAT

Según fuentes en el plano nacional de la FAO, elaboradas al 31 de octubre de 2009, se requiere de 32 quintales de maíz por año como promedio, para el consumo de una familia de 6 miembros, por lo que la reserva de granos básicos de las familias de la comunidad de Nueva Linda, tendría que ser de 3,200 quintales para garantizar parte de su dieta alimentaria.

El proyecto estipula el cultivo de 200 manzanas de maíz y se requiere de una inversión de Q. 4,000.00 por manzana, con un total aproximado de Q. 800,000.00 por cosecha. Se proyecta la cosecha en 68 quintales por manzana, o sea 13,600 quintales que en promedio a precio de mercado el quintal de maíz en Q. 100.00 lo que representaría un ingreso aproximado de Q. 1,360,000.00.

Previendo contingencias y descontando los 3,200 quintales para el consumo comunitario anual, tenemos que la cantidad aproximada de producto para la comercialización sería de 10,400 quintales de maíz, lo que equivaldría a una ganancia aproximada de Q. 1,040,000.00, y que descontando los Q. 800,000.00 de inversión para el siguiente cultivo, le dejaría un margen de ganancia aproximado a la comunidad de Q. 240,000.00, para capitalizar a la asociación en proyectos que consideren oportunos.

Tabla 16 Costos, producción y rendimiento por Manzana

| Área Manzana. | Costo por Manzana.* | Producción de quintales por Manzana | Total de quintales producidos | Venta aproximada por quintal* | Ingresos por venta de cosecha* |
|---------------|---------------------|-------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|
| 200 | 4,000.00 | 68 | 13,600 | 100 | 1,360,000.00 |

- Precio en quetzales.

Proyecto de mango Tommy Atkins.

El mango es una de las frutas predilectas del mundo, de hecho, el Mercado norteamericano para el mango ha crecido más del doble en los últimos 10 años. En un esfuerzo por incrementar esa demanda, la “National Mango Board” está rastreando la producción del mango - desde los principales campos de producción en México, Perú, Ecuador, Brasil y Guatemala, hasta los supermercados- para identificar maneras que puedan mejorar la calidad del mango.

Las extensiones mundiales en la siembra del mango, se han venido incrementando en las últimas décadas, llegando a ser en el año 2005, cercanas a las 3, 870,070 hectáreas, siendo el principal productor la India, seguido de otros países importantes como China, Pakistán, México e Indonesia entre otros.

Los árboles de mango son vigorosos y pueden alcanzar hasta 20 metros de altura. Su tronco es recto y está ramificado en brazos grandes. La forma característica es piramidal. Las hojas son alargadas y de color verde brillante; las frutas son ovaladas, de color verde -amarillo, cuando están madurando-. La fruta posee una cáscara semidura que la protege; la carne es fibrosa y se encuentra ligada a una gruesa semilla y es de fácil germinación.

La altitud preferencial para el cultivo se encuentra bajo los 600msnm. Es una planta de clima cálido y subcálido, no soporta heladas. Se adapta fácilmente a varios tipos de suelos, desde arenosos hasta franco arcilloso.

Tabla 17 Marco de establecimiento y producción

| Variedad | Marco | Distancia | Densidad por Ha. |
|---------------------------|------------------------------|---------------------------|--|
| Tommy Atkins | Al cuadro | 12 x 12 / 10 x10 | 69 /100 plantas |
| Pashte o brea | Al cuadro | 10 x 10 / 8 x8 | 100 / 156 plantas |
| Zona de producción | Variedad | Rendimiento TM/ha. | Época de producción |
| Costa Sur Nor Oriente | Tommy Atkins Tommy Atkins | 5 a 18 8 a 10 | Marzo, abril y mayo Marzo, abril y mayo |
| Costa Sur | Pashte | 12 a 16 | Marzo, abril, mayo y junio |

Las podas que se realizan en el mango son de formación, producción y saneamiento. La idea de estas podas es que la planta se encuentre equilibrada, con una copa abierta en el centro y raleada, así como libre de ramas enfermas, para la obtención de frutos sanos y de calidad.

Tabla 18 Valor nutricional del Mango

| Componentes | Valor medio de la materia fresca |
|----------------------|----------------------------------|
| Agua (g) | 81.8 |
| Carbohidratos (g) | 16.4 |
| Fibra (g) | 0.7 |
| Vitamina A (U.I.) | 1100 |
| Proteínas (g) | 0.5 |
| Ácido ascórbico (mg) | 80 |
| Fósforo (mg) | 14 |
| Calcio (mg) | 10 |
| Hierro (mg) | 0.4 |
| Grasa (mg) | 0.1 |
| Niacina (mg) | 0.04 |
| Tiamina (mg) | 0.04 |
| Riboflavina (mg) | 0.07 |

Dentro de los usos que se derivan del mango, el más común es el consumo alimenticio en fresco. Así también para la utilización de procesos industriales para la producción de jugos, néctares, mermeladas y vinos.

A nivel medicinal es utilizado para curar afecciones bronquiales, a base de pulpa de mango para combatir la bronquitis. El mango es un excelente depurativo del organismo, es recomendable para las personas nerviosas, para combatir el insomnio, para aliviar la fatiga cerebral, la depresión mental y como laxante, además es de gran ayuda para controlar la acidez estomacal. Produce excelentes resultados en la eliminación de arenillas de los riñones y como auxiliar en la digestión.

Con la corteza y pulpa se prepara una especie de extracto de carácter astringente, por sus propiedades diuréticas.

Tabla 19 Área, producción y rendimiento de mango

| Año calendario | Área cosechada (Hectáreas) | Producción (Toneladas Métricas) | Rendimiento (toneladas, Hectáreas) |
|-----------------------|-----------------------------------|--|---|
| 2002 | 11.759,30 | 100.845,13 | 8,58 |
| 2003 | 11.759,30 | 89.877,44 | 7,64 |
| 2004 | 11.759,30 | 93.415,13 | 7,92 |
| 2005 | 11.759,30 | 91.897,13 | 7,79 |
| 2006 | 13.195,00 | 105.130,00 | 7,97 |
| 2007 | 12.861,10 | 110.576,12 | 8,60 |
| 2008 p/ | 13.230,00 | 110.450,27 | 8,35 |
| 2009 e/ | 13.230,00 | 11.130,67 | 8,40 |

NOTA p/ Cifras preliminares. e/Cifras estimadas

FUENTE Banco de Guatemala.

Costos de Producción

Establecimiento Q.18, 204/ha.

Principales departamentos productores

De acuerdo con el IV Censo Nacional Agropecuario, el 62% del área sembrada a nivel nacional se encuentra concentrada en 4 departamentos, Retalhuleu, (32.56%), Santa Rosa (12.48%), Suchitepéquez (9.59%) y Jutiapa (7.19)

Aspectos económicos

Empleo directo en campo (jornales/año 2007) 680,400

Equivalente en empleos permanentes 2,430

Tabla 20

| Año | Importación | | Exportación | |
|------------|--------------------|-------------|--------------------|--------------|
| | TM | US\$ | TM | US\$ |
| 2002 | 93,08 | 53.059,00 | 13.523,07 | 3.775.351,00 |
| 2003 | 82,68 | 79.517,00 | 10.102,31 | 2,273,721,00 |
| 2004 | 32,84 | 3.253,00 | 11.141,74 | 2,737,254,00 |
| 2005 | 39,47 | 35.981,00 | 14.101,95 | 2.856.902,00 |
| 2006 | 135,23 | 58.123,00 | 20.819,97 | 5.464.570,00 |
| 2007 | 56,88 | 54.321,00 | 20.490,04 | 6.625.762,00 |
| 2008 | 44,45 | 36.948,00 | 20.314,67 | 7.719.568,00 |
| 2009* | 7,2 | 24.333,00 | 20.375,37 | 8.280.125,00 |

| | | | | |
|----------------|---------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| Totales | 491,83 | 345.535,00 | 130.878,11 | 39.733.217,00 |
|----------------|---------------|-------------------|-------------------|----------------------|

NOTA * Cifras a mayo
BANGUAT

FUENTE

En el proyecto se considera el cultivo de 200 manzanas de mango, con una inversión de Q. 12,742.00 por manzana, que a partir del cuarto año mantiene una producción permanente de 7.5 toneladas métricas TM por manzana, en un período de 20 años, para sostener una producción anual de 1,500 toneladas métricas TM por año para su comercialización.

Tabla 21 Cuadro de presupuesto cultivo mango Tommy

| Descripción | Área de cultivo, manzanas | Costo Q. por manzana | Costo total en Quetzales | Producción | US\$* | Euros** |
|----------------|---------------------------|----------------------|--------------------------|--------------------|------------|------------|
| Mango Tommy A. | 200 | 12,742.00 | 2,548,400.00 | 7.5 TM por manzana | 318,550.00 | 231,672.00 |

* 1 US\$ = Q. 8.00

** 1 Euro = Q. 11.00

Tabla 22 de rendimiento mango Tommy

| Manzanas a cultivar | Costo por manzana | Producción TM/manzana | Producción TM/anualmente | Precio US\$ TM/de exportación | Ingreso anual en US\$.* |
|---------------------|-------------------|-----------------------|--------------------------|-------------------------------|-------------------------|
| 200 | Q. 12,742.00 | 7.5 | 1,500 | 406.38 | 609,568.69 |

*Tipo de cambio US\$. 1 = Q. 8.00

El rendimiento de ingreso económico anual, oscila en Q. 4, 876,549.48

Proyecto de ganado lechero Jersey.

La Jersey es una de las pocas razas que desde sus orígenes ha sido orientada exclusivamente a la producción de leche, como se comprueba al comparar dibujos o fotografías de animales antiguos y modernos, en los que son comunes rasgos como el tamaño, la angularidad y la figura entre otras características.

El animal Jersey llama la atención por su tamaño pequeño, el color de su pelaje va desde bayo claro hasta el casi negro, pasando por el marrón, y no son extrañas las manchas blancas. Sus extremidades muestran huesos finos y magníficos aplomos; la ubre esta adherida en forma muy firme; es bien balanceada y nivelada, de textura fina, indicativa de alta producción y vida útil.

La raza Jersey se adapta fácil y rápidamente a todo tipo de suelos y climas, por ejemplo resiste hasta 5 grados centígrados más que otras razas, sin que la elevada temperatura afecte su producción, también presenta menor intervalo entre partos y esto ocurre sin problema alguno, lo que se traduce en un mayor número de crías a lo largo de su vida útil, que por lo general pasa de diez años. Estos importantes rasgos establecen la diferencia con otras razas lecheras.

Una de las características para ser tan apetecida por los ganaderos es por su tamaño. Su alzada (1.25 metros) hace de la raza Jersey la única pequeña entre las razas lecheras, que fácil se adapta a los corrales y es fácil de manejar.

La proyección administrada por la Secretaria de Seguridad Alimentaria y Nutricional, SESAN, del gobierno de la república, contabilizan la producción por vaca en 18 litros de leche diarios, por un período de 300 días al año.

El “sistema de alimentación a Corral” se plantea como modelo de atención y cuidado del animal, por varias razones. No se cuenta con áreas suficientes para la rotación programada de pastizales, que además de agotar los suelos es un proceso muy caro; no se cuenta con instalaciones industriales de punta que optimicen el rendimiento productivo, por lo que el cuidado del ganado estará a cargo de cada familia, con asesoría y acompañamiento técnico.

La utilización de árboles en los sistemas de producción animal no es nueva en Guatemala. El sistema aplicado en el establecimiento de

pastos mejorados es contraproducente para la ecología, dado que motiva la destrucción de grandes extensiones de árboles, para que el pasto crezca a plena luz. En la actualidad se están dejando pequeñas áreas diseminadas con árboles, para que sirvan de sombra a los animales, como postes de cercos, leña, productos maderables y forrajes.

El uso del follaje arbóreo en la alimentación animal también es del dominio de los agricultores, quienes en forma ancestral han venido aprovechando dicho recurso. Algunos ejemplos pueden, y quizá uno relevante es en el departamento de San Marcos, en donde localidades como La Grandeza y San Andrés Chapil, algunos productores recurren al bosque para obtener forraje de árboles para alimentar a sus vacas y en ocasiones también a sus ovejas. Se ha incrementado la modalidad de formar cercos vivos para la obtención del follaje, entre las especies utilizadas pueden citarse el palo de pito (*Eryhrina spp*), el Engorda ganado, (*Bohemeria sp*), el Sauco (*Sambucus canadienses* y *S. mexicana*) entre otras.

Entre las opciones de alimentación está también utilizar raciones de caña de azúcar agregando Urea, tomando en consideración que los costos son más bajos.

Tabla 23 Producción de leche a nivel nacional, período 2002/2008

| Año | Leche sin procesar (litros) |
|------------|------------------------------------|
| 2002 | 365,040,685 |
| 2003 | 381,235,470 |
| 2004 | 387,694,519 |
| 2005 | 399,470,255 |
| 2006 | 411,988,328 |
| 2007 | 422,027,207 |
| 2008 p/ | 434,956,700 |

FUENTE: BANGUAT.
preliminares

NOTA: p/Cifras

Tabla 24 Comercio Exterior de leche maternizada, período 2002/2009

| Año | Importación | | Exportación | |
|----------------|--------------------|----------------------|--------------------|---------------------|
| | TM | US\$ | TM | US\$ |
| 2002 | 560.72 | 4,498,984.00 | 146.62 | 376,475.00 |
| 2003 | 697.97 | 6,067,661.00 | 333.90 | 705,043.00 |
| 2004 | 786.25 | 7,823,965.00 | 418.14 | 1,387,294.00 |
| 2005 | 898.37 | 8,371,248.00 | 117.30 | 644,402.00 |
| 2006 | 1,011.26 | 9,657,920.00 | 159.42 | 1,624,655.00 |
| 2007 | 1,204.88 | 12,050,796.00 | 232.90 | 1,705,393.00 |
| 2008 | 1,551.86 | 12,202,727.00 | 157.52 | 1,717,564.00 |
| 2009* | 394.65 | 5,365,280.00 | 48.01 | 731,658.00 |
| Totales | 7,035.96 | 66,038,581.00 | 1,616.81 | 8,889,248.00 |

FUENTE: BANGUAT.

NOTA:*Cifras a mayo

Tabla 25 Comercio Exterior de leches fluidas, período 2002/2009

| Año | Importación | | Exportación | |
|----------------|--------------------|----------------------|--------------------|---------------------|
| | TM | US\$ | TM | US\$ |
| 2002 | 10,697.72 | 6,755,323.00 | 766.50 | 491,591.00 |
| 2003 | 12,037.44 | 7,429,762.00 | 43.60 | 54,915.00 |
| 2004 | 14,037.91 | 8,872,071.00 | 23.68 | 20,632.00 |
| 2005 | 14,300.91 | 10,040,400.00 | 38.34 | 26,094.00 |
| 2006 | 15,435.86 | 11,545,150.00 | 166.67 | 199,747.00 |
| 2007 | 19,922.11 | 17,862,681.00 | 100.51 | 160,140.00 |
| 2008 | 20,545.38 | 21,261,228.00 | 83.69 | 172,081.00 |
| 2009* | 10,219.99 | 8,925,683.00 | 3.90 | 9,059.00 |
| Totales | 117,197.02 | 92,692,298.00 | 1,226.88 | 1,134,259.00 |

FUENTE: BANGUAT.

NOTA:*Cifras a mayo

En el proyecto de ganado lechero se considera la compra de 100 vacas de la raza Jersey, para distribuir las en las 100 familias que se estipulan como beneficiarias directas, para que puedan gozar en lo individual del rendimiento económico obtenido en el ordeño y venta de leche fluida. La comercialización del producto igualmente se puede dar de manera colectiva.

El valor por vaca parida en el mercado es de Q. 14,000.00 con un alto rendimiento económico.

Tabla 26 Costos y producción del ganado Jersey.

| Cantidad | Costo U* | Costo total* | Producción | US\$** | Euros*** |
|----------|-----------|--------------|-------------------|------------|------------|
| 100 | 14,000.00 | 1,400,000.00 | 18 litros diarios | 175,000.00 | 127,272,73 |

* Costo en quetzales

** 1 Dólar = Q. 8.00

*** 1 Euro = Q. 11.00

Tabla 27 Rendimiento ganado lechero Jersey

| Cantidad | Litros diarios | Litros anuales | Costo por litro | Ingreso anual |
|----------|----------------|----------------|-----------------|---------------|
| 100 | 1,800 | 540,000.00 | 8.00 | 4,320.000.00 |

Costo en Quetzales.

Proyecto de plátano

El plátano está ubicado como el cuarto cultivo más importante a nivel mundial, después del arroz, trigo y el maíz. Constituye una parte esencial de la dieta diaria para los habitantes de más de cien países tropicales y subtropicales. Además de ser considerado un producto básico y de exportación, constituye una importante fuente de empleo e ingresos en numerosos países en desarrollo, donde Latinoamérica y el Caribe producen el mayor porcentaje que se comercializa en el mundo.

El plátano se desarrolla bien en climas tropicales y subtropicales húmedos, alturas comprendidas entre los 0 y 800 (msnm), con temperaturas comprendidas entre los 22 y 38 grados centígrados y con una precipitación entre los 2,500 a 5,000 mm anuales.

Se conocen dos tipos de siembra: directa y de vivero.

Directa: Se siembran 3,508 plantas por hectárea. Las plantas deben estar libres de insectos y enfermedades para lo cual se deben clasificar y desinfectar antes de sembrarlos. Es muy importante la clasificación para uniformizar la germinación y manejo en el campo.

Vivero y trasplante: Las plantas se escogen considerando el tamaño de las bolsas y se deben mantener bajo sombra durante 6 a 8 semanas, mientras se espera para el trasplante de acuerdo a su tamaño.

En ambos sistemas se debe hacer un plan de control de malezas, fertilización, control de plagas (picudo, nematodos, ácaros, trips) enfermedades (Sigatoka, Erwinia) y riego, con el mismo para ambos sistemas de siembra. También se debe de llevar a cabo varias labores culturales incluyendo el deshoje, cirugía, descapotado, desbellote, desmane, deshije, desflore y cinteado.

La variedad recomendable para el cultivo de plátano es Curare Enano, la cual produce buenos rendimientos en el campo con racimos de 40 libras/mata. Esta variedad tiene buena aceptación en el mercado local y de exportación.

Grados y estándares.

Oficialmente no existen grados y estándares para clasificar el plátano pero muchos productores separan su producto en dos clases. En cualquiera de estas clases el plátano debe ser verde, firme y bien formado, sin mucha curvatura, estar limpio de residuos químicos u otras suciedades y no presentar daños mecánicos.

Tabla 28 Área, producción y rendimiento

| Año calendario | Área cosechada (hectáreas) | Producción (toneladas métricas) | Rendimiento (toneladas métricas hectáreas) |
|-----------------------|-----------------------------------|--|---|
| 2004 | 11,970.00 | 310,257.00 | 25.92 |
| 2005 | 12,600.00 | 244,941.06 | 19.44 |
| 2006 | 12,600.00 | 205,164.00 | 16.28 |
| 2007 | 11,900.00 | 198,128.01 | 16.72 |
| 2008p/ | 11,900.00 | 199,128.01 | 16.73 |
| 2009e/ | 12,600.00 | 207,746.31 | 16.49 |

p/ Cifras preliminares. e/ Cifras estimadas

FUENTE: Banco de Guatemala

Costo de producción:

Establecimiento: Q. 16,945.00 /ha.

Principales departamentos productores:

De acuerdo con el IV Censo Nacional Agropecuario 2003, el 86.7% del área sembrada a nivel nacional se encuentra concentrada en 4 departamentos: Escuintla (43.5%), San Marcos (24.5%) Suchitepéquez (12.4%) e Izabal (6.3%)

Tabla 29 Comercio exterior, período 2002/2009

| Año | Importación | | Exportación | |
|----------------|-----------------|-------------------|-------------------|-----------------------|
| | TM | US\$ | TM | US\$ |
| 2002 | 0.00 | 0.00 | 82,636.57 | 21,578,708.00 |
| 2003 | 0.00 | 0.00 | 83,487.46 | 24,747,704.00 |
| 2004 | 1,370.26 | 443,335.00 | 66,289.39 | 19,478,319.00 |
| 2005 | 37.50 | 13,614.00 | 97,899.75 | 23,041,825.00 |
| 2006 | 130.76 | 44,948.00 | 75,499.60 | 15,679,097.00 |
| 2007 | 64.37 | 21,433.00 | 117,043.08 | 22,792,583.00 |
| 2008 | 142.62 | 44,315.00 | 122,749.98 | 27,561,194.00 |
| 2009* | 43.77 | 9,730.00 | 37,670.90 | 10,544,688.00 |
| Totales | 1,789.28 | 577,375.00 | 683,276.83 | 165,424,098.00 |

NOTA: * Cifras a mayo

FUENTE: BANGUAT

En el proyecto se considera el cultivo de 200 manzanas de plátano, en el que se requiere de Q. 16,945.00/manzana, proyectando una producción de 4.9 toneladas métricas TM / por manzana.

Tabla 30 Producción y costos cultivo de plátano

| Cantidad | Costo U* | Costo total* | Producción | US\$** | Euros*** |
|----------|-----------|--------------|----------------|------------|------------|
| 200 | 16,945.00 | 3,389,000.00 | 4.9 TM/manzana | 423,625.00 | 308,090.91 |

* Costo en quetzales

** 1 Dólar = Q. 8.00

*** 1 Euro = Q. 11.00

Tabla 31 Rendimiento cultivo de plátano

| Manzanas a cultivar | Costo por manzana | Producción TM/manzana | Producción TM/anualmente | Precio US\$ TM/de exportación | Ingreso anual en US\$.* |
|----------------------------|--------------------------|------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|
| 200 | Q. 16,945.00 | 4.9 | 980 | 242.10 | 237.258,00 |

**Tipo de cambio US\$. 1 = Q. 8.00*

Descripción y análisis de Inversión y rendimiento del proyecto agrícola

La producción de Maíz, depende de los suelos y clima para identificar la cantidad de cosechas, produciendo la cantidad mínima de una cosecha por año en cualquier región del territorio nacional, por lo que la inversión se tiene que realizar anualmente.

La producción de ganado lechero, es inmediata, desde que se adquiere el semoviente, por lo dependiendo de la administración del proyecto ganadero, se puede amortizar los primeros dos años el capital de inversión, y comenzar a percibir ganancias a partir del tercer año por un período promedio de 10 años más.

La producción de mango, requiere de una inversión paciente pero igualmente rentable, dado a que el producto se inicia a cosechar a partir del cuarto año de instalado el proyecto, por lo que en los primeros años se invertirá más en el cuidado y diseño del bosque frutícola, siendo a partir del quinto año que se dispone de ingresos.

La producción de plátano, está estimada para un tiempo de producción de cuatro años máximo, por lo que la inversión debe ser casi constante para obtener un rendimiento favorable según se detalla a continuación.

Tabla 32 Inversión/amortización, años del 1 al 4 (proyecciones)

| Actividad/ Tiempo | Inversión | Amortización | | | | Producción/ anual | TOTALES EN 4 AÑOS |
|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| | | Año 1 | Año 2 | Año 3 | Año 4 | | |
| Maíz | 800.000,00 | 800.000,00 | 800.000,00 | 800.000,00 | 800.000,00 | 1.040.000,00 | 3.200.000,00 |
| Ganado L. | 1.400.000,00 | 700.000,00 | 700.000,00 | 0,00 | 0,00 | 4.320.000,00 | 1.400.000,00 |
| Mango | 2.548.400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Plátano | 3.389.000,00 | 1.129.667,00 | 1.129.667,00 | 1.129.666,00 | 0,00 | 1.897.280,00 | 3.389.000,00 |
| TOTALES | 8.137.400,00 | 2.629.667,00 | 2.629.667,00 | 1.929.666,00 | 800.000,00 | 7.257.280,00 | 7.989.000,00 |

Cifras en Quetzales.

Tabla 33 Amortización/ingresos, años del 1 al 4 (proyecciones)

| Actividad/ Tiempo | Inversión | Ingresos/capital | | | | Producción/ anual | TOTALES EN 4 AÑOS |
|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| | | Año 1 | Año 2 | Año 3 | Año 4 | | |
| Maíz | 800.000,00 | 240.000,00 | 240.000,00 | 240.000,00 | 240.000,00 | 1.040.000,00 | 960.000,00 |
| Ganado L. | 1.400.000,00 | 3.620.000,00 | 3.620.000,00 | 4.320.000,00 | 4.320.000,00 | 4.320.000,00 | 15.880.000,00 |
| Mango | 2.548.400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Plátano | 3.389.000,00 | 767.613,00 | 767.613,00 | 767.614,00 | 1.897.280,00 | 1.897.280,00 | 4.200.120,00 |
| TOTALES | 8.137.400,00 | 4.627.613,00 | 4.627.613,00 | 5.327.614,00 | 6.457.280,00 | 7.257.280,00 | 21.040.120,00 |

Cifras en Quetzales.

Tabla 34 Inversión/amortización, años del 5 al 8 (proyecciones)

| Actividad/ Tiempo | Inversión | Amortización | | | | Producción/ anual | TOTALES EN 4 AÑOS |
|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|----------------------|---------------------|
| | | Año 5 | Año 6 | Año 7 | Año 8 | | |
| Maíz | 800.000,00 | 800.000,00 | 800.000,00 | 800.000,00 | 800.000,00 | 1.040.000,00 | 3.200.000,00 |
| Ganado L. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4.320.000,00 | 0,00 |
| Mango | 2.548.400,00 | 1.000.000,00 | 1.000.000,00 | 548.400,00 | 0,00 | 4.876.549,00 | 2.548.400,00 |
| Plátano | 3.389.000,00 | 1.194.500,00 | 1.194.500,00 | 1.000.000,00 | 0,00 | 1.897.280,00 | 3.389.000,00 |
| TOTALES | 6.737.400,00 | 2.994.500,00 | 2.994.500,00 | 2.348.400,00 | 800.000,00 | 12.133.829,00 | 9.137.400,00 |

Cifras en Quetzales.

Tabla 35 Amortización/ ingresos, años del 5 al 8 (proyecciones)

| Actividad/ Tiempo | Inversión | Ingresos/capital | | | | Producción/ anual | TOTALES EN 4 AÑOS |
|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|
| | | Año 5 | Año 6 | Año 7 | Año 8 | | |
| Maíz | 800.000,00 | 240.000,00 | 240.000,00 | 240.000,00 | 240.000,00 | 1.040.000,00 | 960.000,00 |
| Ganado L. | 0,00 | 4.320.000,00 | 4.320.000,00 | 4.320.000,00 | 4.320.000,00 | 4.320.000,00 | 17.280.000,00 |
| Mango | 0,00 | 3.876.549,00 | 3.876.549,00 | 4.328.149,00 | 4.876.549,00 | 4.876.549,00 | 16.957.796,00 |
| Plátano | 3.389.000,00 | 702.780,00 | 702.780,00 | 897.280,00 | 1.897.280,00 | 1.897.280,00 | 4.200.120,00 |
| TOTALES | 4.189.000,00 | 9.139.329,00 | 9.139.329,00 | 9.785.429,00 | 11.333.829,00 | 12.133.829,00 | 39.397.916,00 |

Cifras en Quetzales.

Programa de Desarrollo Urbano

La Secretaría General de Planificación, SEGEPLAN, reconoce que una de las deficiencias del sector de la vivienda en Guatemala ha sido la falta de diseño y aplicación de una política de vivienda y asentamientos humanos de largo plazo, que permitan un desarrollo integral y sostenido de los conjuntos habitacionales, para reducir significativamente el déficit cuantitativo y cualitativo de la vivienda y haga eficiente y continua la inversión destinada a este sector.

El déficit habitacional acumulado supera el millón y medio de viviendas, con un incremento anual de alrededor de 43 mil unidades al año, en contraste con la construcción de viviendas que no superan las seis mil unidades al año, es decir, la construcción de viviendas no satisface ni el déficit anual.

Según datos del Instituto Guatemalteco de Seguridad Social, IGSS, existen más de 600,000 casas que no reúnen las condiciones mínimas de ser habitables, conviviendo 4.8 personas por habitación.

A raíz del terremoto del 4 de febrero de 1976 en Guatemala, se agudiza el déficit habitacional, lo que aunado al abandono y poco interés manifestado por las autoridades de turno, hace de la espiral en creciente demanda ante el incremento de la población. La condición socioeconómica y estructural del país que se rige en la práctica por la

acumulación de capital en pocas manos, genera que el mayor porcentaje de la población, especialmente la rural, sufra de pobreza y pobreza extrema.

La alternativa poco digna y humana, que las condiciones le imponen a la población, las obliga a buscar alternativas en espacios reducidos o de hacinamiento para paliar la situación, registrándose un 15% de carencia habitacional en el departamento de Guatemala y el 85% en los demás departamentos.

La falta de empleos en el campo, aunado al sistema de jornales pagados a los que tienen alguna actividad laboral estacionaria y que no reciben el salario mínimo, provoca que las familias opten por la migración hacia Estados Unidos de América (USA) o por la inmigración a la ciudad capital.

El fundamento central para el desarrollo habitacional, es dotar de espacios y recursos en cuanto a centros de salud, centros educativos, centros de capacitación, áreas recreativas y deportivas, espacios de conservación ambiental y ecológicas, guarderías, y de todos aquellos servicios que dignifiquen la calidad de vida de los habitantes.

Asentamiento digno de la comunidad

El programa de Desarrollo Urbano contempla un diseño integrador, a través del cual se puedan satisfacer los diferentes requerimientos y necesidades de la comunidad con una proyección innovadora. Se ha podido establecer en experiencias anteriores, la necesidad de prever e incluir propuestas articuladas para que un proyecto habitacional y agrologico funcione, proyectando plazos y costos, así como las etapas de ejecución.



Vista del diseño de vivienda

Vivienda digna.

La vivienda mínima está proyectada para su construcción con materiales resistentes y con un diseño funcional para ser habitable, edificada en un terreno de 45.00 por 45.00 metros por familia. Sus componentes están considerados para soportar fuertes sismos, ya que por su ubicación, el país está localizado entre una importante cadena volcánica, de los cuales hay varios activos actualmente.

La placa tectónica del Pacífico al sur del país, así como la placa del Caribe, al norte, se encuentran en completo reajuste, por lo que en el diseño urbano están previstas estas contingencias.

Se tiene planificada la construcción de 100 viviendas, de 36.00 metros cuadrados, a un costo de Q.45, 000.00 por unidad habitacional, con un tiempo estimado en la entrega del complejo habitacional de seis meses.

Escuela Primaria.

Diseñada para su construcción con materiales resistentes, con un área para su edificación de 280 metros cuadrados, en un terreno de 45 x 45 metros. Cuenta con un diseño aclimatado y con suficiente ingreso de luz natural y área para realizar actividades pedagógicas, considerando el entorno y la cultura de los y las educandas.

El costo estimado en la construcción es de Q. 980,000.00 para un tiempo de entrega en siete meses.



Vista proyectada de Escuela Primaria

Centro de Salud.

Su construcción está prevista con materiales resistentes al entorno y cuenta con un área de edificación de 134 metros cuadrados, en un terreno de 45 x 45 metros, ubicado al centro del asentamiento urbano comunitario.

El costo estimado en la construcción es de Q. 469,000.00 con un tiempo previsto de entrega para cuatro meses.



Vista proyecta del Centro de Salud.

Salón de Usos Múltiples.

En las comunidades rurales guatemaltecas, se ejerce la costumbre de dialogar, proponer y aprobar en conjunto las propuestas, planes y proyectos inherentes a su desarrollo, por lo que mantienen la dinámica de concentrarse en grandes núcleos comunitarios, que les permita tener una participación directa en la toma de decisiones.

Se identifica también el intercambio de experiencias con otras comunidades y de participaciones significativas de delegados(as) en asambleas comunitarias cuando se ven afectados por problemas que rebasan sus propias decisiones como el problema del agua, la energía eléctrica, problemas de saneamiento, salud y educación entre otros.

Igualmente es importante mencionar el rol que juegan los Comités Comunitarios de Desarrollo, COCODES, que están ligados a su

organización departamental, como son los Consejos Departamentales de Desarrollo, CODEDES.

Se están activando de nuevo las consultas comunitarias, en el marco del Convenio 169 de la OIT, para ejercer el derecho sobre las decisiones y criterios sobre políticas macro que afecten su entorno socio-cultural, económico y del medio ambiente.

La consulta se efectúa a través de votación directa de las comunidades afectadas.

El Salón de Usos Múltiples, está diseñado con materiales resistentes, abarcando un área de construcción de 300 metros cuadrados, asentado en un terreno de 45 x 45 metros, a un costo estimado en la construcción de Q. 1, 050,000.00 y con una fecha estipulada de entrega en 8 meses.



Vista proyectada del asentamiento urbano

Biblioteca.

El acceso al conocimiento por varias vías, es indispensable para la liberación de los pueblos, y el contar con un centro comunitario que le permita el servicio tanto a la niñez educanda, líderes y lideresas comunitarias, estudiantes de diversificado (preuniversitarios), es fundamental y estratégico.

La biblioteca contará con materiales educativos para su la formación personal, académica y cultural de la comunidad, previendo el acceso a internet.

La edificación del inmueble está diseñada con materiales resistentes, con un área de 100 metros cuadrados, construida en un terreno de 45 x 45 metros, a un costo estimado de construcción de Q. 350,000.00, para ser entregada la infraestructura en tres meses.

Instituto de Educación Básica y Vocacional.

En el diagnóstico se visualiza el alto nivel de analfabetismo en la comunidad, que a su vez es un reflejo de la realidad nacional, requiere de sistemas educativos impulsados por iniciativa propia de la Asociación, con la colaboración de instancias y organismos nacionales e internacionales.

El satisfacer la demanda de la formación primaria (educación formal) es de por si un reto importante, sin embargo el proyecto estratégico se encamina a dejar resuelta la necesidad de cursar la educación básica y vocacional (diversificado), que es la educación pedagógica pre-universitaria.

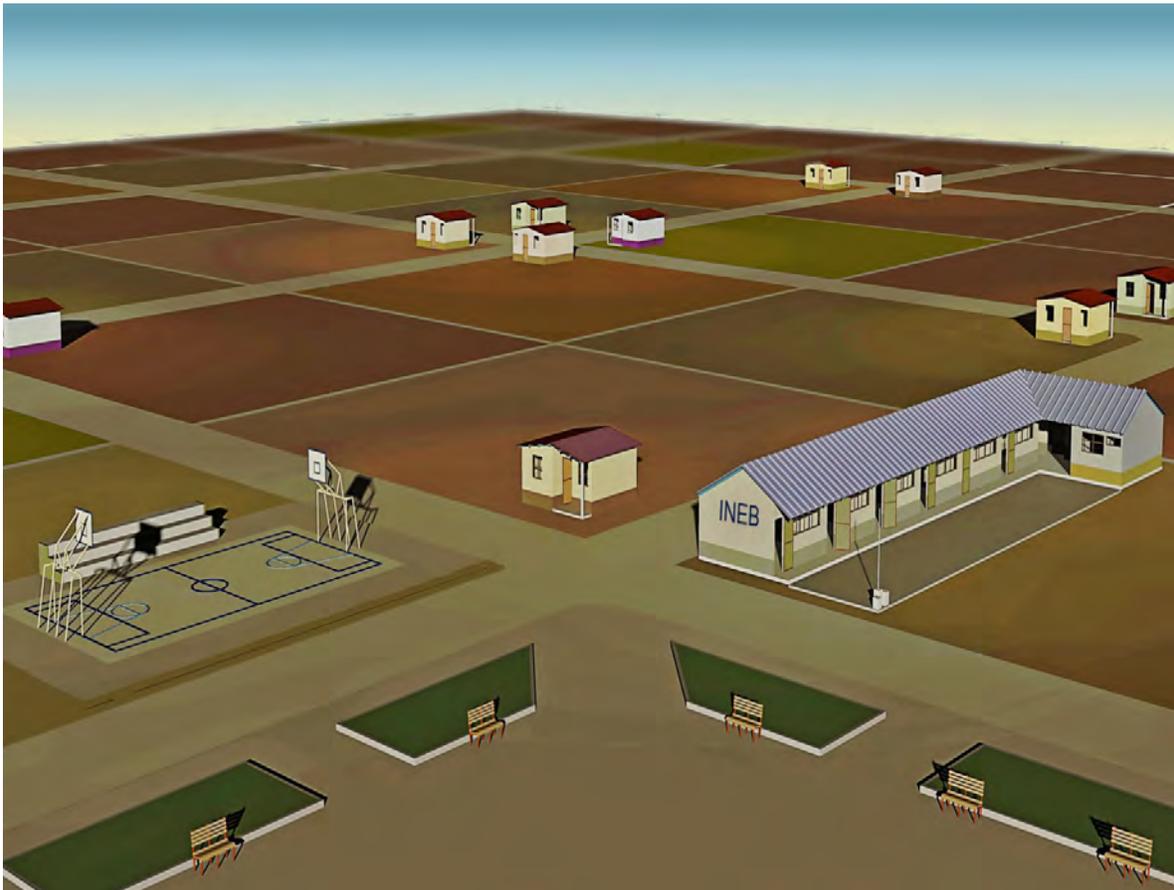
El proyectar la edificación de un centro de estudios a este nivel educativo responde a su vez, a experiencias de administración al respecto, ya que las posibilidades de la gestión educativa, deben ser asumidos por el sistema educativo nacional, pero previendo atrasos y contingencias, se puede funcionar por el sistema cooperativista o municipal.

Los gastos a cubrir fundamentalmente son los de funcionamiento, contratación y salario de maestras(os), personal administrativo y la cancelación de servicios básicos (agua, energía eléctrica, y mantenimiento entre otros.

El instituto de educación básica y vocacional, está proyectado para satisfacer las demandas educativas de las comunidades circunvecinas, considerando el sistema sociológico y antropológico en que se desarrollan los comunitarios, respetando su costumbre ancestral expresada a través de su cultura.

La edificación del instituto básico y vocacional, se realizará con materiales resistentes en la que se proyecta un área de 300 metros cuadrados, en un área de 45 x 45 metros, que estará ubicado al centro del proyecto urbano.

Se estima un costo de construcción de Q.1, 050,000.00 para ser entregado en un plazo de 8 meses.



Vista aérea proyectada del instituto.

Guardería infantil:

En el proyecto estratégico se prioriza la participación de las mujeres, como eje central para el desarrollo de la comunidad, por lo que se previó el apoyo en el cuidado, atención y bienestar de sus hijos(as) que les permita mayor tiempo en las actividades de carácter organizativo y de gestión social, que requiera y demande la comunidad y su propia organización.

La guardería infantil, está diseñada con materiales resistentes para una edificación de 100 metros cuadrados, en un terreno de 45 x 45 metros, a un costo estimado de construcción de Q. 350,000.00 para ser ejecutado en un plazo de tres meses.



Vista proyectada de la Guardería.

Centro de Capacitación:

En el diagnóstico, se registra igualmente la ausencia de promotores(as) en diferentes disciplinas, y tomando en consideración la magnitud del proyecto “Plan Integral para el Desarrollo de las familias de Nueva Linda” se proyecta la edificación de un Centro de Capacitación Integral que de soporte a la capacitación técnica e investigación en diferentes campos requeridos para el desarrollo del plan.

Se abordaran y tecnificarán ejes temáticos como uso y manejo agroforestal, conservación de suelos, administración y aplicación de semillas, elaboración y producción de abono orgánico, cuidado e implementación de huertos familiares; manejo y cuidados del ganado lechero; administración, cuidado y administración de bosques frutícolas; conservación y administración de fuentes hídricas; uso y administración en la clasificación de desechos orgánicos y contaminantes; potencialidad en la diversidad de cultivos en cuanto a la calidad y vocación de la tierra; formas organizativas y técnicas en la producción; conocimiento sobre el comportamiento del mercado nacional e internacional de los productos ofertados en el proyecto, conocimiento y aplicación en computación y aplicación en redes.

El centro está diseñado con materiales resistentes, y comprende un área de edificación de 300 metros cuadrados en un terreno de 45 x 45 metros, a un costo de construcción estimado de Q. 1, 050,000.00 con un plazo de entrega de 10 meses.



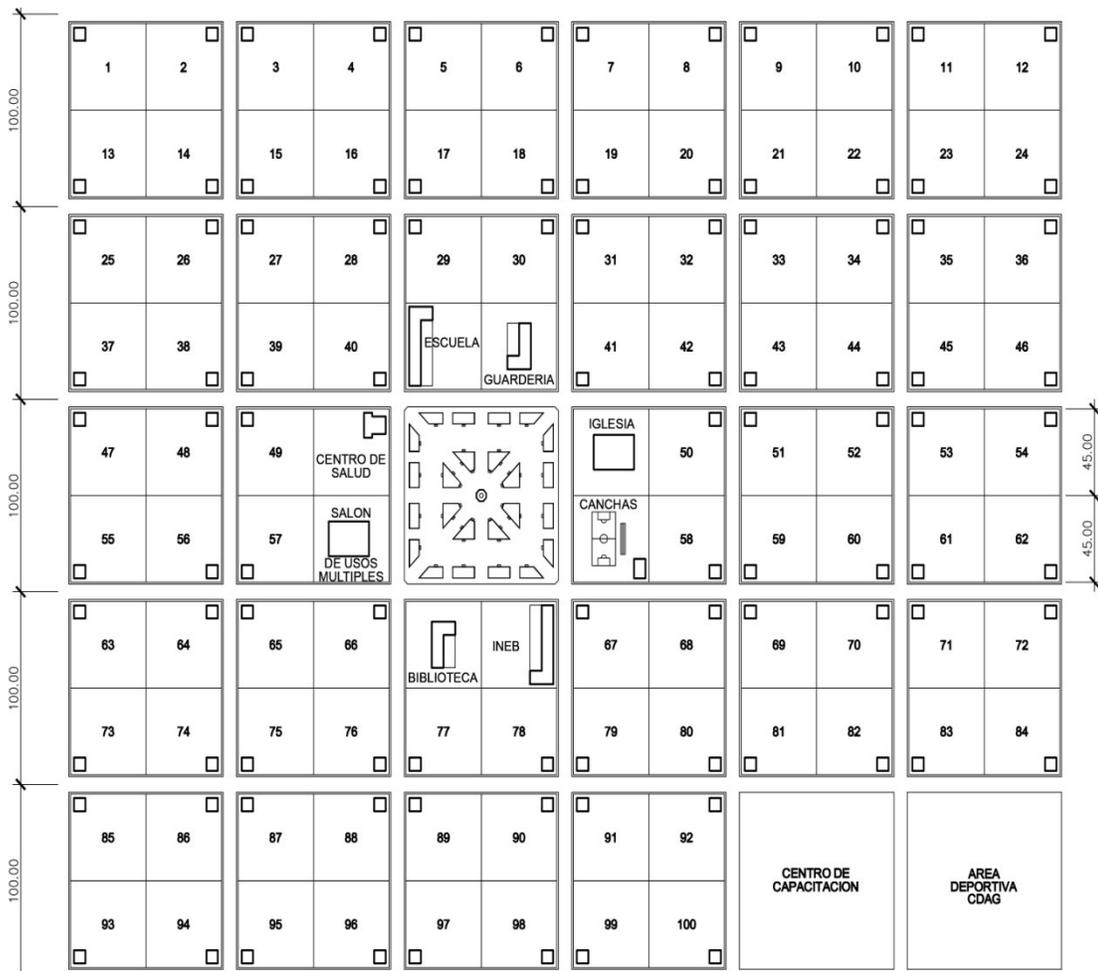
Vista proyectada del centro urbano

Centro Urbano

El área de extensión requerida para el siguiente diseño de anteproyecto, es el equivalente a 30 manzanas de terreno, tomando como referencia de 100 x 100 metros de área por manzana, o 1,000 metros cuadrados.

Las calles proyectadas tienen una medida transversal (ancho) de 8 metros, y longitudinal (largo) de 100 metros de eje a eje, y con un bordillo de tránsito peatonal (banqueta) de 1.00 metro de ancho.

Las calles están diseñadas para la circulación de transporte pesado, tomando en cuenta que el país es vulnerable por diferentes razones, lo que podrá requerir que el asentamiento sea aplicado como albergue, centro de recopilación y almacenaje de víveres, o como área de emergencia ante desastres naturales de mayor envergadura.



URBANIZACION COMUNIDAD NUEVA LINDA Escala: 1 / 2,500

Vista proyectada de la Planta del Centro Urbano.

Cronograma de ejecución

| N o. | Descripción | Año 1 | | | | | | | | | | | |
|------|-------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|
| | | mes 1 | mes 2 | mes 3 | mes 4 | mes 5 | mes 6 | mes 7 | mes 8 | mes 9 | mes 10 | mes 11 | mes 12 |
| 1 | Viviendas | | | | | | | | | | | | |
| 2 | Escuela primaria | | | | | | | | | | | | |
| 3 | Centro de salud | | | | | | | | | | | | |
| 4 | Salón de usos múltiples | | | | | | | | | | | | |
| 5 | Biblioteca | | | | | | | | | | | | |
| 6 | Instituto Básico | | | | | | | | | | | | |
| 7 | Guardería infantil | | | | | | | | | | | | |
| 8 | Centro de capacitación | | | | | | | | | | | | |

Tabla 36 Costos por unidad de infraestructura

| N o. | Descripción | Unidades | Metros cuadrados | Tiempo de Ejecución | Costo por metro | Total en Quetzales | Total en Dólares US\$. | Total en Euros |
|----------------|-------------------------|----------|------------------|---------------------|-----------------|----------------------|------------------------|-------------------|
| 1 | Viviendas* | 100 | 36,00 | 6 meses | 1.500,00 | 5.400.000,00 | 675.000,00 | 490.909,09 |
| 2 | Escuela primaria | 1 | 280,00 | 7 meses | 3.500,00 | 980.000,00 | 122.500,00 | 89.090,91 |
| 3 | Centro de salud | 1 | 134,00 | 3 meses | 3.500,00 | 469.000,00 | 58.625,00 | 42.636,36 |
| 4 | Salón de usos múltiples | 1 | 300,00 | 8 meses | 3.500,00 | 1.050.000,00 | 131.250,00 | 95.454,55 |
| 5 | Biblioteca | 1 | 100,00 | 3 meses | 3.500,00 | 350.000,00 | 43.750,00 | 31.818,18 |
| 6 | Instituto Básico | 1 | 300,00 | 8 meses | 3.500,00 | 1.050.000,00 | 131.250,00 | 95.454,55 |
| 7 | Guardería infantil | 1 | 100,00 | 3 meses | 3.500,00 | 350.000,00 | 43.750,00 | 31.818,18 |
| 8 | Centro de capacitación | 1 | 300,00 | 8 meses | 3.500,00 | 1.050.000,00 | 131.250,00 | 95.454,55 |
| Totales | | | 1.514,00 | | | 10.699.000,00 | 1.337.375,00 | 972.636,36 |

* La cantidad de 36 metros cuadrados, es por unidad de vivienda

| <i>Tipo de cambio a quetzales</i> | |
|--|-------|
| 1 Dólar US\$. | 8,00 |
| 1 Euro. | 11,00 |
| | |

Observaciones:

Para tener un costo real de la implementación del Centro Urbano, se requiere de la certeza jurídica sobre la propiedad de la tierra, así como realizar un estudio topográfico del área para determinar con precisión el polígono, curvas de nivel, la ubicación de mantos acuíferos, diseño para aguas servidas (drenajes), introducción de agua potable domiciliar, acometida eléctrica y la medición respectiva de los trazos proyectados para plasmar la información necesaria en el área de terreno de cada actividad, que será cotejada con el azimut correspondiente de todo el proyecto.

El proyecto incluye áreas específicas para: a) un centro de espiritualidad o iglesia según lo determine la comunidad, b) un área para un centro deportivo, y, c) un área destinada donde estará la plaza principal, que podrá fungir como mercado, según sea el caso.

PROGRAMA DE FORTALECIMIENTO INSTITUCIONAL

NOMBRE DEL PROYECTO

Proyecto de sistemas para la organización institucional de “Asociación Civil, Grupo Pro-Justicia; Nueva Linda”

MISIÓN

Fortalecer la institución mediante el establecimiento de un ordenamiento interno, basado en sistemas de trabajo que permitan una adecuada proyección social, un funcionamiento eficiente, eficaz y racional, así como una producción de servicios sociales, económicos y organizativos de calidad e impacto.

OBJETIVOS

OBJETIVOS GENERALES

- 1) Elevar la capacidad de proyección e impacto de la Asociación, en los procesos de cambio hacia el desarrollo y democracia con equidad, en función de los objetivos a corto, mediano y largo plazo.
- 2) Promover el reordenamiento de estructuración y organización interna alrededor de la Misión y Plan Estratégico.
- 3) Establecer un sistema administrativo que potencie la capacidad institucional para la proyección de sus programas y proyectos.

OBJETIVOS ESPECÍFICOS:

- 1) Contar con una estructura y forma organizativa adaptada a las tareas institucionales de transformación social.
- 2) Establecer un sistema administrativo moderno que regule y ordene el funcionamiento de la Asociación en cuanto a recursos físicos y materiales, recursos financieros y recursos humanos.
- 3) Elevar la eficiencia y eficacia en el desarrollo de las grandes tareas, mediante el desarrollo de actividades planificadas.

- 4) Contar con un sistema de planificación, monitoreo y evaluación que garantice la implementación del Plan Estratégico.

DESCRIPCIÓN DEL PROYECTO:

El Proyecto de sistemas para la organización institucional de la “Asociación Civil Grupo Pro-Justicia Nueva Linda” contempla acciones de tipo administrativo orientadas a la implementación de sistemas de planificación, organización, funcionamiento y gestión que permitan fortalecer a la Asociación en su estatus jurídico y administrativo, así como su empoderamiento en actividades de proyección e impacto social, con la debida identificación de procedimientos y manuales que garanticen el libre ejercicio contable y transparencia financiera.

Para el desarrollo e implementación del proyecto se estimaron acciones de adaptación y regulaciones orientadas a los procesos en la definición, de metodologías de trabajo y sistemas productivos en los cuales se basará la Asociación, como lo son: gestión, incidencia, participación y organización, equidad de género y desarrollo.

El proceso de fortalecimiento se implementará por fases iniciando por una de transición durante la cual se crearán las condiciones mínimas para la reconversión de procesos anteriores a nuevos sistemas administrativos y técnicos de organización institucional.

MODELO DE INTERVENCIÓN.

El programa de fortalecimiento institucional, se orientará hacia la implementación de actividades planificadas en lo administrativo, programático y de proyección.

Se diseñarán acciones que eleven la calidad de los procesos emprendidos por las diferentes áreas programáticas, tanto en la inducción de políticas institucionales, como de naturaleza administrativa y de prestación de servicios.

ACCIONES DEL PROCESO

PLANEACIÓN

Planificación estratégica

Delimitación estratégica.

Descripción

Concreción del plan estratégico en programas y proyectos

Acciones:

- Delimitación del campo de acción
- Formulación de programas
- Formulación de perfiles
- Edición final del plan estratégico
- Publicación del Plan

Evaluación del plan estratégico

Descripción

Revisión anual del plan estratégico y su orientación adecuada.

Acciones

- Monitoreo del plan estratégico y su orientación adecuada.
- Evaluación de impacto
- Evaluación institucional

Planificación, monitoreo, evaluación.

Diseño de sistema

Descripción

Elaboración de sistema de evaluación, monitoreo y evaluación institucional.

Acciones

- Elaboración de Manual
- Validación
- Oficialización
- Seguimiento a planificación anual

Descripción

Contempla la elaboración del primer plan operativo y de la implementación del monitoreo y primera evaluación anual.

Acciones

- Planificación operativa anual.
- Monitoreo trimestral
- Evaluación plan operativo anual (POA)
- Evaluación del sistema

ORGANIZACIÓN

Personería Jurídica

Descripción

Regulación jurídica institucional

Acciones

- Validación o renovación de figura jurídica
- Definición de reglamentos

Organización y estructura

Descripción:

Evaluación de la estructura y su funcionalidad para el trabajo a implementar.

Acciones:

- Implementación de estructura

- Definición
- Validación
- Oficialización
- Evaluación de estructura

FUNCIONAMIENTO ADMINISTRATIVO

Diseño institucional

Descripción

Definición de políticas y manuales para el funcionamiento institucional

Acciones:

- Definición de políticas institucionales
- Manuales de funcionamiento y organización
- Diagnóstico
- Validación
- Oficialización
- Evaluación de estructura

PRODUCCIÓN

Sistema de información

Descripción

Instalación de un sistema de información interno para el desarrollo del trabajo.

Acciones

- Diseño e implementación del sistema de información
- Creación de sistema de base de datos
- Integración a redes de información

- Evaluación de sistemas

Capacitación y especialización

Descripción

Programa de capacitación interna para la ejecución de las líneas institucionales

Acciones

- Formulación Programa de capacitación
- Diagnóstico de capacidades
- Diagnóstico de necesidades
- Inducción
- Estrategia, organización
- Manuales de funcionamiento
- Capacitación
- Planificación
- Sistema de integración personal
- Sistema de administración, recursos
- Sistema contable y financiero
- Capacitación y especialización

GESTIÓN

Descripción

Gestión del plan estratégico y realización de estudios de viabilidad de proyectos Acciones Gestión del plan estratégico Estudio de alternativas de autofinanciación Evaluación del programa de gestión.

RESULTADOS ESPERADOS:

- 1) Acciones institucionales ligadas al contexto y con capacidad de incidencia.

- 2) Acciones de proyección social adaptadas a la capacidad institucional.
- 3) Contar con un sistema de planificación y monitoreo que integre el aspecto programático en un solo proceso que comprenda metodología, instrumentos y personal capacitado.
- 4) Estructura claramente definida con canales de dirección, delegación de responsabilidades en el sistema directivo, ejecutivo y administrativo.
- 5) Sistemas de funcionamiento con política, normas, procedimientos y manuales.
- 6) Metodologías y sistemas de producción y ejecución adecuadas.
- 7) Ampliar el relacionamiento político y financiero con la cooperación internacional.
- 8) Establecimiento de mecanismos de coordinación y cabildeo con instituciones públicas e instancias privadas afines.

Gestión administrativa de la Asociación Pro-Justicia “Nueva Linda”

La magnitud en la implementación del Plan Integral de Desarrollo de la comunidad de Nueva Linda, requiere desde el inicio la coordinación e involucramiento de la Asociación, tomando en cuenta que es un proceso largo y complicado, desde la gestión hasta la implementación y materialización del diseño.

La dirigencia de Nueva Linda, así como la comunidad integrada en el proyecto no cuenta con recursos de oficina, de comunicación virtual, ni con un espacio físico donde puedan coordinar más ordenadamente sus actividades e igualmente atender a instancias de la cooperación nacional e internacional, así como a delegaciones oficiales del Estado guatemalteco.

En el proyecto se contempla la creación de una oficina central, que consolide la experiencia de fortalecimiento institucional, con el

acompañamiento de instancias e instituciones afines, hasta alcanzar la capacidad instalada a través de capacitaciones y formación técnica, con el objetivo primordial que en un mediano plazo puedan alcanzar la madurez administrativa y de fortalecimiento institucional para su propia autogestión.

Tabla 37 Gastos de funcionamiento de Asociación Nueva Linda.

| No. | Rubro/ Descripción | Unidad | Unidad/ Medida | Costo Unitario | Subtotal | |
|-----------|--------------------------|--------|----------------|----------------|-----------|-------------------------|
| I | Apoyo a personal | | | | | 136.800, Total00 |
| 1.1 | Coordinador | 12 | meses | 1.900,00 | 22.800,00 | |
| 1.2 | Facilitador 1 | 12 | meses | 1.700,00 | 20.400,00 | |
| 1.3 | Facilitador 2 | 12 | meses | 1.700,00 | 20.400,00 | |
| 1.4 | Facilitador 3 | 12 | meses | 1.700,00 | 20.400,00 | |
| 1.5 | Facilitador 4 | 12 | meses | 1.700,00 | 20.400,00 | |
| 1.6 | Facilitador 5 | 12 | meses | 1.700,00 | 20.400,00 | |
| 1.7 | Contador/a | 12 | meses | 1.000,00 | 12.000,00 | |
| II | Material y Equipo | | | | | 40.500,00 |
| 2.1 | Computadoras | 3 | | 7.000,00 | 21.000,00 | |
| 2.2 | Escritorios | 3 | | 1.500,00 | 4.500,00 | |
| 2.3 | Laser Multifunción | 1 | | 2.500,00 | 2.500,00 | |
| 2.4 | Mesas/reuniones | 4 | | 900,00 | 3.600,00 | |
| 2.5 | Mueble/ | 2 | | 800,00 | 1.600,00 | |
| 2.6 | Sillas /reuniones | 24 | | 200,00 | 4.800,00 | |
| 2.7 | Archivo metálico | 1 | | 1.500,00 | 1.500,00 | |

| | | | | | | |
|----------------|-------------------------------|----------|----|-------------------|-----------|-------------------|
| | 4-G | | | | | |
| 2.8 | Pizarra | 1 | | 600,00 | 600,00 | |
| 2.9 | Cafetera | 1 | | 400,00 | 400,00 | |
| III | Costos administrativos | | | | | 40.200,00 |
| 3.1 | Alquiler de oficina | 1 | 12 | 1.500,00 | 18.000,00 | |
| 3.2 | Teléfono/internet | 1 | 12 | 1.000,00 | 12.000,00 | |
| 3.3 | Gastos agua/luz | 1 | 12 | 400,00 | 4.800,00 | |
| 3.4 | Material de oficina | 1 | 12 | 200,00 | 2.400,00 | |
| 3.5 | Utensilios de limpieza | 1 | 12 | 150,00 | 1.800,00 | |
| 3.6 | Café, té, Azúcar, otros | 1 | 12 | 100,00 | 1.200,00 | |
| IV | Comunicación/moviliz. | | | | | 21.600,00 |
| 4.1 | Tarjetas telefónicas | 6 | 12 | 100,00 | 7.200,00 | |
| 4.2 | Combustible | 1 | 12 | 1.000,00 | 12.000,00 | |
| 4.5 | Peajes | 8 | 12 | 25,00 | 2.400,00 | |
| V | Vehículo agrícola | 1 | | 200.000,00 | | 200.000,00 |
| Totales | | | | | | 439.100,00 |

Annexe II: Possibilités de réaffectation des fonds

Selon le rapport financier et la comptabilité du Groupe Pro-Justicia Nueva Linda, il reste environ 7850 CHF dédiés au projet qui nous avait été accordé par le Canton de Genève en 2009. De ces 7850 CHF sont exclus les 3000 CHF de valorisation de salaires du personnel expatrié (représentant le travail des bénévoles du Collectif Guatemala sur le terrain).

Sur ces 7850 CHF, 3300 étaient initialement prévus pour la tournée, qui n'a pu être réalisée faute de cofinancements.

En excluant la tournée, il reste donc 4550 CHF environ. Nous ne savons pas quelle sera la décision du Canton de Genève quant à ces fonds restants. Nous avons conscience du retard pris dans la mise en place du projet cependant, une fois encore, ce retard est dû au contexte particulier et compliqué de NL, ainsi que de la volonté de ne pas presser les choses afin d'exécuter les fonds "à tout prix".

Si la décision du Canton de Genève est de nous permettre de finir l'exécution des fonds, nous vous proposons ci-dessous quelques possibilités d'affectation des fonds (cette proposition n'inclut pas les 3300 CHF de la tournée):

1. Reconstruction des ranchos

Pour affronter l'hiver qui commence à la mi-mai -le quatrième au bord de la route- il est nécessaire de pouvoir bâcher les précaires habitations du Groupe voire, dans certains cas, refaire totalement les *ranchos*.

Montant approximatif: 1700 CHF

2. Projet de peinture murale

L'idée de réaliser une peinture murale récréant la lutte du Groupe, de la disparation de Hector Reyes jusqu'à l'acquisition des terres, a été présentée à l'ensemble de la communauté en janvier 2011, mais tout particulièrement aux femmes et enfants qui pourraient contribuer ainsi à la construction d'une mémoire historique de la lutte.

Cela prend également en compte le prochain départ du bord de la route ver les nouvelles terres, et constituerait une nouvelle étape dans la lutte du Groupe, loin de la région où tout a commencé. La peinture murale est une pratique courante au Guatemala, utilisée notamment par les organisations d'aide psychosociale, afin de pouvoir récréer, remémorer et créer une mémoire historique accessible

à tous. Cela contribuerait par ailleurs à visibiliser d'une autre façon la lutte du Groupe. Les femmes se sont montrées particulièrement intéressées. Nous considérons que ce projet devrait se réaliser avant que les familles ne quittent le bord de la route, comme une façon de tourner une page de leur lutte et d'aborder cette nouvelle étape en maintenant le souvenir de tant d'années de lutte intact et toujours présent. Ce serait par ailleurs l'occasion de remotiver et de faire participer d'une façon positive la famille de Hector Reyes.

Montant approximatif: 1460 CHF

3. Banderole au bord de la route

Cela fait maintenant deux ans que la banderole sur la route n'a pas été changée. Cette banderole, qui exprime la lutte de NL pour la justice dans le cas de la disparition de Héctor Reyes, permet de donner de la visibilité au Groupe. Au début du mois de mars, cette banderole en tissu s'est totalement déchirée. L'investissement pour faire une banderole est faible et pourrait servir pour les manifestations du Groupe.

Montant approximatif: 40 CHF

4. Matériel pour le Groupe

Les ateliers informatique ont offert à plusieurs membres du Groupe la possibilité de s'initier à l'usage des ordinateurs et d'Internet. Cependant, ils ne disposent pas du matériel qui leur permettrait d'améliorer et utiliser ces nouvelles compétences. Il faudrait pour cela:

- un ordinateur portable: 680 CHF
- une imprimante-scanner: 220 CHF
- un appareil photo: 150 CHF
- un système d'archivage: 300 CHF

Montant total approximatif: 1350 CHF

FORMULAIRE RAPPORT FINANCIER

Nom de l'association : KM207 Guatemala-Suisse

Titre du projet : Suivi et renforcement de la lutte pour la justice dans le cas Nueva Linda au Guatemala.

Date de dépôt : 30 avril 2011

Monnaie : CHF (taux moyen: 1QTZ=0,146CHF)

| Désignation | Budget approuvé | Dépenses | Différence | % | Commentaires/explications |
|--|------------------|------------------|----------------|---------------|---|
| 1. PERSONNEL | | | | | |
| 1.1. Personnel expatrié (salaires & c. sociales) | - | 3'000.00 | -3'000.00 | 95.60 | Cette somme est une valorisation du travail fourni bénévolement par les membres du Collectif Guatemala sur place quant à la gestion et suivi du projet (calculé sur la base de 250CHF par mois pendant 12 mois) |
| 1.2. Personnel national (salaires & c. sociales) | 3'360.00 | 3'212.00 | 60.00 | | |
| 1.3. Honoraires, Consultants | | | | | |
| Consultant élaboration plan développement intégral | 11'760.00 | 10'220.00 | 1'260.00 | 86.90 | |
| Élaboration affiche de commémoration | 700.00 | - | 700.00 | - | N'a pas pu être réalisé par manque d'appui au niveau de son élaboration |
| Sous total Personnel | 15'820.00 | 16'432.00 | -980.00 | 103.87 | |
| 2. FORMATION | | | | | |
| 2.1. Formation des professionnels nationaux | | | | | |
| Réunions de coordination à CODECA | 604.80 | 1'308.05 | -703.25 | 216.28 | Le projet s'est étendu sur 20 mois, d'où davantage de frais |
| Réunions à Guatemala Ciudad – Négociations terres | 830.21 | 2'578.09 | -1'747.88 | 310.53 | |
| Ateliers sur leadership, droits humains et genre | 630.00 | 100.96 | 529.04 | 16.03 | Malheureusement et comme nous l'expliquons dans le rapport narratif, différents éléments nous ont empêché de mener à bien l'ensemble des ateliers initialement prévus |
| Réunions coordination bureau femmes de NL | 504.00 | - | 504.00 | - | Là encore, le contexte culturel particulier et la difficulté à faire participer les femmes du groupe n'ont pas permis pour le moment la création d'un bureau des femmes de NL |
| 2.2. Formations en informatique | 504.00 | 385.44 | 118.56 | 76.48 | |
| 2.3. Encart presse | 2'100.00 | - | 2'100.00 | - | N'a pas pu être réalisé par manque d'appui au niveau de son élaboration |
| 2.4. Hébergement et alimentation | - | - | - | - | |
| 2.5. Sensibilisation / information | | | | | |
| Ateliers de formation pour leaders | 1'764.00 | 905.20 | 858.80 | 58.57 | |
| Réunions définition du projet | 1'545.60 | 949.00 | 596.60 | 61.40 | Ce poste n'a pas demandé de gros investissements car toutes ces réunions se sont déroulées au bord de la route, avec l'ensemble des personnes de NL |
| 2.6. Frais d'impression | | | | | |
| Impression du bulletin | 140.00 | - | 140.00 | - | N'a pas pu être réalisé par manque d'appui au niveau de son élaboration |
| Impression de l'affiche | 1'680.00 | - | 1'680.00 | - | |

| | | | | | | |
|---|------------------|------------------|-----------------|----------------|--|--|
| 2.7. Frais de déplacement | | | | | | |
| | | | | - | | Comme expliqué dans le rapport narratif, CODECA s'est peu investi dans la gestion et le suivi du projet (bien qu'étant initialement prévu comme partenaires à part entière). Il n'y a pas eu de visites régulières de leur part au groupe NL, leurs rencontres se limitant aux réunions mensuelles avec les organisations d'appui. |
| Visite du responsable CODECA à NL | 672.00 | - | 672.00 | | | |
| Visite membres CODECA à NL | 4'200.00 | - | 4'200.00 | - | | Voir ci-dessus |
| 2.8. Autres | | | | | | |
| Commémoration expulsion | 4'260.00 | 2'263.00 | 1'997.00 | 53.12 | | |
| | | | | - | | |
| Tournée internationale | 3'300.00 | - | 3'300.00 | | | Comme expliqué dans le rapport narratif, la tournée n'a pas pu avoir lieu, faute de cofinancements. L'argent a été réservé. |
| Sous total Formation | 22'734.61 | 8'489.74 | 8'947.87 | 37.34 | | |
| 3. CONSTRUCTION, RÉHABILITATION | | | | | | |
| 3.1. Achat terrain | - | | - | | | |
| 3.2. Frais de construction | - | | - | | | |
| 3.3. Matériel, fournitures | - | | - | | | |
| 3.4. Autres (préciser) | - | | - | | | |
| Sous total Construction/Réhabilitation | - | - | - | | | |
| 4. ACHAT DE CONSOMMABLES | | | | | | |
| 4.1. Médicaments | - | 175.20 | -175.20 | #DIV/0! | | |
| 4.2. Nourriture | - | | - | #DIV/0! | | |
| 4.3. Autres: enterrement membre du groupe NL | - | 257.69 | -257.69 | #DIV/0! | | |
| Sous total Consommables | - | 432.89 | -432.89 | #DIV/0! | | |
| 5. FRAIS ADMINISTRATIFS (terrain) | | | | | | |
| 5.1. Loyer bureau, charges | - | | - | | | |
| 5.2. Fournitures de bureau | 728.00 | 477.37 | 250.63 | 65.57 | | |
| 5.3. Frais informatiques | - | | - | | | |
| 5.4. Courrier, Téléphone | - | | - | | | |
| Cartes téléphoniques pour le groupe NL | 1'344.00 | 890.60 | 453.40 | 66.26 | | |
| Frais de téléphone de CODECA | 840.00 | - | 840.00 | - | | Voir ci-dessus sur le non investissement de CODECA |
| 5.5. Entretien & réparation véhicule | - | 625.61 | -625.61 | | | |
| 5.6. Entretien machines et équipement | - | | - | | | |
| 5.7. Frais bancaires | - | 1.46 | -1.46 | | | |
| Sous total Frais administratifs | 2'912.00 | 1'995.04 | 916.96 | 68.51 | | |
| SOUS-TOTAL DU PROJET | 41'466.61 | 27'349.67 | 8'451.94 | 65.96 | | |
| 6. SUIVI | | | | | | |
| 6.1. Frais de gestion du projet * | - | | - | #DIV/0! | | |

| | | | | | |
|---|--------------------|------------------|-------------------|--------------|---|
| 6.2. Frais fiduciaire, audit terrain | - | | - | #DIV/0! | |
| 6.3. Frais de suivi du projet | - | | - | #DIV/0! | |
| Sous total Suivi | - | - | - | #DIV/0! | |
| * Un maximum de 12% de la contribution financière globale octroyée par le SSI pourra couvrir les frais de gestion et de suivi du projet à Genève | | | | | |
| | | | | 65.96 | |
| TOTAL COÛT DU PROJET | 41'466.61 | 27'349.67 | 8'451.94 | | Cependant, si l'on part d'un budget total de 32200 CHF (total des financements obtenus), nous sommes à 75.6% d'exécution des fonds (en quittant les 3000CHF de valorisation de salaires). Il reste donc 7850,33 CHF non utilisés (voir annexe II-réaffectation des fonds) |
| 7. PARTICIPATIONS AU PROJET | | | | | |
| | Sollicitées | Accordées | Différence | % | |
| 7.1.Solidarité internationale (Canton de Genève) | 40'000.00 | 25'000.00 | 15'000.00 | 62.50 | |
| 7.2. Commune de Meyrin | 15'000.00 | 5'000.00 | 10'000.00 | 33.33 | |
| 7.3. Participation locale | - | | - | | |
| 7.4 Participation de l'association requérante | 3'260.00 | 2'200.00 | 1'060.00 | 67.48 | |
| 7.5. Paz y Solidaridad | 13'860.00 | - | 13'860.00 | - | |
| | | | - | | |
| Total Participations | 72'120.00 | 32'200.00 | 39'920.00 | 44.65 | |
| DIFFERENCE COÛT/PARTICIPATION | -30'653.39 | -4'850.33 | -31'468.06 | 15.82 | |